

ACTIVITÉ DE CONCESSIONNAIRE DE VÉHICULES

38 opérateurs ont obtenu l'agrément définitif

Trente-huit (38) opérateurs, dont douze (12) spécialisés dans la commercialisation de voitures de tourisme, ont obtenu à ce jour l'agrément définitif de concessionnaire de véhicules. L'annonce a été faite hier par le directeur central au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Aggoune Mokdad. Il a fait observer que cette procédure avait commencé à donner ses fruits grâce aux véhicules importés jusqu'à présent dans le sens où une baisse des prix a été enregistrée sur le marché national. L'arrivée d'autres marques les prochains jours renforcera cette tendance baissière des prix, ajoute-t-il. P 3



PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

**Une convention
de partenariat signée
entre l'AAPI, la BEA
et Cash assurances**



Une convention a été signée, ce dimanche à Alger, entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la société Cash assurances, portant sur l'échange, la coopération et la coordination des actions dans le cadre de l'accompagnement des investisseurs dans la concrétisation de leurs projets.

P 2

NADIR LARBAOUI NOMMÉ PREMIER MINISTRE

**Impulser une nouvelle
dynamique à l'action
du gouvernement**



Le consultant et expert en géoéconomie, Abderrahmane Hadeff, a salué la nomination de Nadir Larbaoui au poste de Premier ministre, estimant que cette décision va « impulser une nouvelle dynamique à l'action du Gouvernement ».

P 3

SELON UNE ENQUÊTE DE L'ONS **Augmentation de l'activité industrielle**

L'activité industrielle a augmenté au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, contrairement à celle du secteur privé qui déclare une baisse, indique une enquête sur l'industrie réalisée par l'Office national des statistiques (ONS).

P 5

UNIVERSITÉ

**Lancement d'une campagne
de sensibilisation sur
l'entrepreneuriat P2**

GESTION DES ENTREPRISES CONFISQUÉES

**Les instructions
du ministre
des Finances P4**

TIPASA

**L'aquaculture,
une filière
prometteuse P6**

NAFTAL

Djamel Cherdoud, nouveau DG

Changeement à la tête de la société Naftal spécialisée dans la commercialisation et la distribution des produits pétroliers. Djamel Cherdoud est le nouveau DG de la société, en succédant à Abdelkader Chafi, en poste depuis le mois d'octobre 2022. Le nouveau DG occupait le poste de Directeur de la communication et des relations publiques au sein l'entreprise.

FEUX DE FORÊT

Destruction de plus de 41.000 hectares jusqu'au 31 octobre dernier

Les incendies enregistrés durant l'année en cours (2023) ont causé la destruction de plus de 41.000 hectares d'espaces forestiers en Algérie, a fait savoir, samedi à Alger, le Directeur général des forêts (DGF), Djamel Touahria. Dans une déclaration à la presse en marge des travaux de la réunion des cadres de l'Agriculture et du Développement rural, M. Touahria a fait état d'une superficie de 41.000 hectares répartis sur 37 wilayas, détruite par les incendies enregistrés entre le 1er janvier et le 31 octobre 2023. Le DGF a rappelé que l'Algérie avait connu des températures records atteignant les 55 degré l'été dernier, notamment le mois de juillet lors duquel plus de 24.000 hectares d'espaces verts avaient été détruits, tout particulièrement dans les wilayas de Boumerdes, de Bejaïa, de Tizi Ouzou et de Skikda. Il s'agit, a-t-il précisé, de 11.400 hectares de forêts, 10.900 hectares d'arbres fruitiers, 10.000 hectares de broussailles, et 9.000 hectares de maquis, soulignant que la majorité des départs de feux avaient été enregistrés dans les zones plantés en arbres fruitiers et dans certaines zones montagneuses. Dans ce même contexte, M. Touahria s'est félicité du succès de la stratégie mise en place pour maîtriser ces incendies, et ce, a-t-il dit, grâce à la participation "efficace" de toutes les parties concernées, en tête desquelles, l'Armée nationale populaire (ANP) qui a mobilisé tous les moyens nécessaires (avions et hélicoptères), la Protection civile, la société civile, l'Office nationale de météorologie et l'agence spatiale algérienne (ASAL).

PROMOTION DE L'INVESTISSEMENT

Une convention de partenariat signée entre l'AAPI, la BEA et Cash assurances

Une convention a été signée, ce dimanche à Alger, entre l'Agence algérienne de promotion de l'investissement (AAPI), la Banque extérieure d'Algérie (BEA) et la société Cash assurances, portant sur l'échange, la coopération et la coordination des actions dans le cadre de l'accompagnement des investisseurs dans la concrétisation de leurs projets.

Par R.E.

Le document a été paraphé par le directeur général de l'AAPI, Omar Rekkache, le directeur général de la BEA, Lazhar Latrache, et la directrice générale de Cash assurances, Wided Belhouchet, et ce, en marge de la cérémonie de lancement des Portes ouvertes sur les opportunités de financement et d'assurance pour la réalisation d'investissement, tenue au siège de l'agence. Selon M. Rekkache, cette convention permettra de rapprocher davantage les banques et les assurances qui jouent un rôle majeur dans le financement et la gestion des risques, des porteurs de projets. S'agissant des Portes ouvertes, le directeur a souligné qu'elles visaient principalement à contribuer dans l'amélioration du climat des affaires et l'encouragement à l'investissement. Il a, dans cette optique, rappelé la série de réformes introduites par les pouvoirs publics à commencer par l'amendement de la loi relative à l'investissement, l'adoption de la loi monétaire et bancaire ainsi que la numérisation des services.

Evoquant les actions de l'agence dans l'accompagnement des porteurs de projets, le responsable a indiqué que l'AAPI avait accordé un total de 900 prolongations exceptionnelles pour des projets d'investissement qui accusent des retards. En outre, l'AAPI a recensé, de novembre 2022 au 31 octobre 2023, l'enregistrement de 4.193 projets dont 84 projets d'investissement direct étranger (IDE), pour une valeur totale de plus de 2.071 milliards DA, et qui devraient contribuer à créer près de 105.000 emplois. De son côté, le directeur général de la BEA a mis en avant « la grande et pionnière » expérience de cette instance financière dans l'accompagnement des investisseurs, tout en relevant que la BEA a financé en 2022, pas moins de 8.063 projets, injectant dans le cadre de ces projets 950 milliards DA. Aux premiers neuf mois de l'année en cours 2023, la banque a étudié plus de 5.220 dossiers d'investissement et injecté 730 milliards DA dont une grande partie était réservée à investissement. M. Latrache a également souligné que la BEA accompagnait les investisseurs dans le

cadre de la finance islamique offrant divers produits et services. Quant à la directrice générale de Cash assurances, elle a mis en exergue le rôle des assurances dans accompagnement des investisseurs et leur contribution dans la gestion des risques et la stabilisation de la croissance des entreprises. La responsable a indiqué, dans ce sens, qu'en 2022, Cash assurances a pris en charge en matière d'indemnisation 1.273 cas pour un montant de 5,3 milliards DA. De 2018 à 2022, la même compagnie a déboursé 27 milliards DA d'indemnisations dans ses divers chapitres, a-t-elle avancé. Les journées portes ouvertes qui devront se poursuivre jusqu'au 16 novembre courant, sont organisées simultanément au niveau de dix guichets uniques: le Guichet unique des grands projets et des investissements étrangers et les guichets uniques décentralisés d'Alger, Blida, Tizi Ouzou, Oran, Sidi Bel Abbes, Sétif, Annaba, Ghardaïa et Ouargla. Elles seront reconduites prochainement sur les guichets uniques décentralisées de l'AAPI à travers tout le territoire national.

UNIVERSITÉ

Lancement d'une campagne de sensibilisation sur l'entrepreneuriat

Une campagne nationale de sensibilisation sur l'entrepreneuriat a été lancée, dimanche, au profit d'un million d'étudiants universitaires à travers les établissements du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique. Présidant le coup d'envoi de cette campagne prévue jusqu'au 19 novembre en cours et donné à partir de la Maison de l'intelligence artificielle à l'Université d'Alger 1 Benyoucef Benkhedda, le recteur de l'Université, Fares Mokhtari et la secrétaire générale du ministère de l'Economie de la connaissance, des Startup et des Mi-

cro-entreprises, Nassima Rehab ont affirmé que cet événement coïncidant avec la Semaine mondiale de l'entrepreneuriat, "s'inscrit dans le cadre de la mise en œuvre du programme annuel 2023-2024 visant à accompagner les étudiants universitaires dans leurs projets de fin d'étude afin de créer des startup et des micro-entreprises après l'obtention du label". M.Mokhtari a précisé que l'organisation de cette campagne vise à «diffuser la culture de l'entrepreneuriat en milieu universitaire à travers l'explication des mécanismes et des différentes procédures à suivre par l'étudiant pour créer sa propre startup ou mi-

cro-entreprise et partant, créer des postes d'emploi et passer de diplômé universitaire chercheur d'emploi à propriétaire d'entreprise». Pour sa part, Mme Rehab a indiqué que les étudiants «recevront durant cette campagne des explications sur les étapes de création des startup ou des micro-entreprises, les modalités d'obtention du label, du registre de commerce et de cotisation aux caisses d'assurance et les facilitations accordées par les dispositifs d'aide et de financement, en sus de conférences sur l'étude de faisabilité des microprojets, la propriété intellectuelle et la valorisation des résultats de recherche».

Quotidien économique

Les Enjeux *Eco*

Edité par la SARL Les enjeux Eco
Tel: 06 98165554

Gérant Belmihoub Abdelaziz

Directeur de publication Radji Zahir

Siège social 03,Rue Ali Boumendjel Square Port Said , Casbah email: lesenjeuxeco@gmail.com

ccb : BDL 005 00170000003889 09

Impression Centre : SIA

Distribution Centre: les enjeux Eco

PUBLICITÉ

«Pour votre publicité, s'adresser à : L'Entreprise Nationale de Communication, d'Edition et de Publicité» Agence ANEP 01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 021 73 71 28 / 021 73 76 78 / 021 74 99 81
Fax : 021 73 95 59
E-mail: agence.regie@anep.com.dz
Programmation.regie@anep.com.dz

ACTIVITÉ DE CONCESSIONNAIRE DE VÉHICULES

38 opérateurs ont obtenu l'agrément définitif

Trente-huit (38) opérateurs, dont douze (12) spécialisés dans la commercialisation de voitures de tourisme, ont obtenu à ce jour l'agrément définitif de concessionnaire de véhicules. L'annonce a été faite hier par le directeur central au ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, Aggoune Mokdad.

Synthèse S.T.

Le responsable du secrétariat technique chargé de suivre le dossier automobile au niveau du ministère a précisé que «38 opérateurs ont obtenu l'agrément définitif de concessionnaire de véhicules, tous types confondus (de tourisme, utilitaires, industrielles, engins, motocycles, bus et camions), dont 12 spécialisés dans la commercialisation de voitures de tourisme», indiquant que ce nombre représentait «une moyenne d'un (1) agrément accordé tous les 10 jours» depuis le lancement de l'opération. A cet égard, le responsable a rappelé que le processus d'octroi des agréments avait été lancé après la promulgation des décrets exécutifs fixant les conditions et les modalités d'exercice de l'activité de concessionnaire de véhicules et de l'activité de construction de véhicules, le 17 novembre 2022, «les autorités publiques, notamment le ministère de l'Industrie et de la Production pharmaceutique, ayant finalisé les procédures réglementaires y afférentes dans un délai de huit semaines». A ce titre, 300 dossiers ont été étudiés en l'espace de dix mois, a-t-il fait savoir, précisant que «112 dossiers ont été acceptés, dont 70 ont obtenu une autorisation préalable d'exercice de l'activité, avant l'octroi de 38 agréments définitifs de

concessionnaire de véhicules (60%) aux opérateurs ayant rempli les conditions du cahier des charges». Sur les 38 agréments définitifs accordés, 24 marques ont obtenu le certificat de respect du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations, ce qui permettra d'importer près de 180.000 unités avant la fin de l'année en cours, en attendant le parachèvement par le reste des marques (14 marques) des procédures d'importation, a expliqué M. Aggoune. Concernant les marques officiellement agréées, le responsable a précisé que 79% étaient des marques asiatiques et 21% européennes, ajoutant que l'importation des véhicules restait une procédure «temporaire» visant à satisfaire les besoins du marché et à assurer la disponibilité des véhicules au niveau local. Dans ce cadre, il a fait observer que cette procédure avait commencé à donner ses fruits grâce aux véhicules importés jusqu'à présent dans le sens où une baisse des prix a été enregistrée sur le marché national, relevant que l'arrivée des autres marques les prochains jours renforcera cette tendance baissière des prix. M. Aggoune a fait savoir que la commercialisation des véhicules importés était temporaire avant de passer à la concrétisation de l'objectif stratégique de l'Etat, à savoir «parvenir à une véritable industrie

pérenne à même de créer des emplois permanents, de contribuer à la relance économique, de générer de la richesse et d'augmenter le PIB». Il a rappelé que la concrétisation de cette industrie passait par l'encouragement de la sous-traitance, appelant les opérateurs et concessionnaires à "se lancer dans l'intégration de la production de certains accessoires et pièces automobiles localement en vue d'augmenter le taux d'intégration". Evoquant le projet d'usine FIAT à Oran, le responsable a fait savoir que "selon les données disponibles, son lancement devrait intervenir début décembre prochain", relevant que l'année 2024, "sera celle de l'industrie automobile pour les secteurs public et privé" à la faveur des différentes usines automobiles en place ou qui seront concrétisées dans différentes wilayas du pays. Par ailleurs, la marque chinoise DFSK (Dong Feng Sokon), qui a décroché récemment son agrément définitif, a fait son entrée officielle samedi sur le marché algérien à travers l'ouverture d'un premier point de vente à Baba Ali (ouest d'Alger). Une autre marque du groupe stellantis, à savoir «Opel» devrait marquer son entrée dès mercredi prochain sur le marché national.

NADIR LARBAOUI NOMMÉ PREMIER MINISTRE

Impulser une nouvelle dynamique à l'action du gouvernement

Par Sirine R.

Le consultant et expert en géoéconomie, Abderrahmane Hadeff, a salué la nomination de Nadir Larbaoui au poste de Premier ministre, estimant que cette décision va «impulser une nouvelle dynamique à l'action du Gouvernement». «Ce changement va répondre à une nécessité d'impulser une nouvelle dynamique à l'action du Gouvernement. Toutefois, et compte tenu des réalités géopolitiques et des enjeux géoéconomiques que connaît l'Algérie, et le monde entier, il était important d'avoir aujourd'hui aussi une compétence et une personnalité qui maîtrise à la fois la dimension diplomatique et la dimension managériale au niveau interne », a indiqué Hadeff dans une déclaration à la radio nationale. Cette désignation va donner, ajoute-t-il, davantage de poids à l'action du gouvernement du fait que Nadir Larbaoui était au courant des orientations du président de la République et de l'enjeu de bien exécuter tous les engagements qui ont été retenus ainsi que toutes les décisions et instructions qui ont été données lors des conseils des ministres. Ce changement, rappelle-t-on, survient

après plusieurs critiques publiques adressées par le président Tebboune sur la gestion des tensions liées à la disponibilité des produits alimentaires, l'avancement de certains dossiers ainsi que la concrétisation de certaines décisions présidentielles. Ce changement intervient aussi un peu plus d'un mois après la réorganisation des services de la présidence de la République qui a été opérée par Abdelmadjid Tebboune. Le chef de l'Etat a nommé plusieurs conseillers et leur a confié plusieurs tâches dont celle de «suivre et de participer à la mise en œuvre du programme, des orientations et des décisions du Président de la République et de lui en faire rapport. A ce titre, ils assurent le suivi des affaires économiques, des activités gouvernementales et des questions politiques et institutionnelles, et rendent compte de leurs évolutions ». Cette réorganisation avait été interprétée par des observateurs comme un signe de la non-satisfaction du président de la République de l'action du gouvernement d'Aïmene Benabbarrahmane. «Ce changement à tête du gouvernement était après un grand changement opéré au sein de la Présidence. On sent

qu'il y a une nouvelle méthodologie du travail, une nouvelle organisation qui se met en place et le choix de Larbaoui vient dans ce sens là. Il est au courant de tous les dossiers surtout prioritaire pour le développement du pays», a affirmé Hadeff, en soulignant la nécessité de monter en cadence et d'aller vers une transformation plus performante à l'échelle nationale. Pour les lui, il y aura beaucoup de travail sur les secteurs stratégiques surtout le secteur agricole, industriel et minier. Le prochain gouvernement aura la mission également de parachever le dossier de la numérisation, dont une stratégie nationale est en cours d'élaboration. Pour les priorités du prochain gouvernement, l'Exécutif est appelé à poursuivre les efforts pour la relance de l'économie nationale et assurer un déploiement à l'international pour garantir la sécurité énergétique, alimentaire et numérique. Pour Hadeff, les grands défis du nouveau gouvernement est de donner de sens à ce que «nous avons réalisé en matière de réformes. Et de mettre les moyens pour le développement local, à travers l'entrée en vigueur du nouveau Code de la fiscalité locale et du Code de la commune et de wilaya».

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES

Engrais et semences gratuits aux agriculteurs

Le ministère de l'Agriculture et du développement rural a entamé les préparatifs de la campagne Labours-Semailles 2023-2024 à travers plusieurs mesures, dont la fourniture, à titre gracieux, de semences et d'engrais pour accompagner les agriculteurs touchés par le manque de pluies, conformément aux instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a-t-on appris samedi à Alger, auprès d'un responsable au ministère.

Le Directeur de la régulation et du développement de la production agricole au ministère, Messaoud Bendridi, a expliqué dans une déclaration à la presse en marge d'une réunion des cadres du secteur, que «le ministère a entamé les préparatifs pour la campagne des labours-semailles 2023/2024, en prenant toutes les mesures pour accompagner en permanence tous les agriculteurs et producteurs, tout en appliquant les instructions du président de la République relatives à la fourniture des intrants, des semences et des engrais gratuitement aux agriculteurs touchés par le manque de pluies dans 37 wilayas ».

Dans ce cadre, M. Bendridi a indiqué que des réunions techniques avaient été récemment tenues avec tous les directeurs des coopératives des céréales et légumineuses, ainsi qu'avec les directeurs des services agricoles afin de s'assurer de la mise en œuvre de ces instructions et de prendre connaissance des mesures prises pour reporter à trois ans, la période de remboursement du prêt «Rfig» pour les producteurs.

Les mesures prises par les services agricoles locaux pour fournir les ressources en eau et les facilités nécessaires au développement de tous les secteurs agricoles, tant au niveau du nord du pays que dans le sud, ont également été examinées, tout en veillant à accompagner les cultures stratégiques que le secteur de l'agriculture et du développement rural entend développer au niveau des wilayas du sud, notamment les cultures céréalières de blé dur et d'orge, ainsi que les cultures oléagineuses de tournesol et de maïs fourrage, a ajouté le même responsable, affirmant que toutes ces mesures s'inscrivaient dans une seule et même catégorie, à savoir atteindre l'autosuffisance.

Concernant la politique mise en place par le ministère pour faire face au manque de pluies, M. Bendridi a révélé que le ministère continuerait à exploiter les sources d'eau dans les wilayas du sud afin de poursuivre le développement de la céréali-culture, qui a permis de fournir une production importante lors de la saison précédente avec l'émergence de wilayas leaders dans ce domaine.

S'agissant des régions situées dans le nord, il a souligné qu'il sera fait appel à l'irrigation complémentaire et aux pluies pour augmenter le rendement agricole et la production, et partant réaliser une complémentarité entre les zones sud et nord du pays dans la production de semences ainsi que dans la production de blé dur et tendre et d'orge.

D'autre part, le responsable a rassuré sur la prise de toutes les mesures pour accompagner tous les agriculteurs en leur fournir les intrants et semences, en facilitant les démarches auprès des services d'irrigation pour obtenir les autorisations de forage de puits, ainsi qu'auprès des services de l'énergie et des mines en ce qui concerne le raccordement électrique des exploitations agricoles.

FINANCEMENT DES ENTREPRISES
La BEA propose des solutions sur mesure

La Banque extérieure d’Algérie (BEA) accompagne quotidiennement l’ensemble de ses clients qu’ils soient de grandes entreprises, PME/PMI/TPE, ou particuliers et professionnels, dans la concrétisation et la réussite de leurs projets, grâce à des solutions de financement sur mesure, indique la banque dans un communiqué.

Forte de ses 3786 collaborateurs, répartis sur onze directions régionales à travers le pays, la banque extérieure d’Algérie poursuit sa volonté de satisfaire ses deux millions de clients, en s’appuyant sur une stratégie d’innovation, une solidité financière (230 milliards DA de capital) et une croissance durable, et ce, dans le respect des valeurs qui l’incarnent. Ce qui distingue la BEA est son importante contribution dans le commerce extérieur.

Elle bénéficie d’un réseau très dense de 838 correspondants internationaux et jouit d’une expertise avérée dans le traitement des opérations de commerce extérieur. Sa vocation à l’international est d’autant plus confortée à travers ses nombreuses filiales et participations (Paris, Londres, Abou Dhabi et Luxembourg), qui traitent pour le compte de la Banque, diverses opérations documentaires.

Historiquement, le réseau d’agences de la Banque était fortement concentré dans les grands pôles industriels du Pays. «Aujourd’hui, le nombre d’agences est de 105 dont un bureau de change. La majorité de ces agences est répartie dans les centres urbains», ajoute la même source.

Par ailleurs, la BEA enregistre des performances et des résultats qui confortent, non seulement sa position de Banque de référence de la place, mais aussi et surtout, sa place de partenaire bancaire privilégié de tous les opérateurs économiques.

« Ces résultats qui soulignent l’amélioration progressive et soutenue de la dynamique de croissance et de développement, traduisent tangiblement l’efficacité du plan stratégique tracé et mis en œuvre par la Gouvernance de la Banque en s’appuyant, notamment, sur un système de contrôle interne rigoureux, en phase avec les exigences réglementaires en vigueur », ajoute-t-elle.

La volonté d’une bonne gouvernance à l’échelle de la BEA est illustrée, d’une part, par tous les mécanismes et instruments nouveaux mis en place, confortés au fur et à mesure du lancement des actions de modernisation de la Banque et d’autre part, à travers les capacités de résilience aux chocs externes développés, pour demeurer un acteur de premier plan, capable de s’impliquer d’une manière active et soutenue dans le financement de l’économie nationale.

Par R. E.

GESTION DES ENTREPRISES CONFISQUÉES

Les instructions du ministre des Finances

Lors d’une réunion de la Commission chargée du suivi de l’opération de confiscation dans le cadre des affaires de corruption, le ministre des Finances, Laaziz Faïd a insisté sur la préservation des biens de l’Etat.

Par Slimane T

L’accent a été mis sur l’importance de la continuité des activités des entreprises confisquées jusqu’à ce que les autorités concernées se prononcent sur leur sort, indique le ministère des Finances dans un communiqué.

La rencontre, qui s’est déroulée en présence des administrateurs chargés de la gestion des entreprises condamnées dans ce cadre et de nombre de cadres du ministère, vise à «assurer la continuité et l’efficacité des activités de ces entreprises et à préserver leurs intérêts, tout en réaffirmant l’impératif de réaliser le maximum de transparence et de responsabilité dans la gestion de leurs ressources », a précisé la même source.

Dans son allocution d’ouverture, Faïd a mis l’accent sur l’importance de cette rencontre qui « constitue un pas positif vers l’amélioration de la performance des entreprises concernées et assurer leur pérennité », relevant que « cette initiative intervient dans le cadre du renforcement des efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption et la consolidation de la transparence ».

Il a également souligné « l’importance de la continuité de l’activité de ces entreprises et de préserver les biens de l’Etat jusqu’à ce que les autorités concernées se prononcent sur leur sort », insistant sur « la nécessité de faire preuve de responsabilité et d’éthique dans les transactions dans ce cadre ». Le ministre a également souligné la nécessité de « maintenir un contact per-



manent avec les administrateurs pour surmonter les difficultés qu’ils peuvent rencontrer dans l’exercice de leurs fonctions, en intensifiant le travail de la commission chargée de suivre l’opération de confiscation dans le cadre des affaires de lutte contre la corruption ». Il a également insisté sur la nécessité pour cette commission de « se réunir mensuellement afin de présenter la situation de ces entreprises et proposer des solutions appropriées pour accélérer le rythme de règlement de ces dossiers complexes et sensibles ».

Lors de cette réunion, plusieurs questions ont été abordées, dont l’évaluation de la situation actuelle de ces entreprises, l’identi-

fication des défis auxquels elles sont confrontées dans le but de définir les ressources disponibles et les utiliser efficacement, l’élaboration d’une feuille de route pour améliorer leurs performances, renforcer la transparence et appliquer les normes de la bonne gouvernance dans la gestion de ces entreprises, indique la même source.

Les administrateurs ont joué un rôle « important » dans la réunion, en ce sens que leurs préoccupations liées à l’exercice de leurs fonctions et leurs suggestions concernant la gestion de ces entreprises ont été écoutées et discutées, conclut le communiqué.

2^e CONGRÈS NATIONAL DE LA SAOMM

Recenser les maladies rares pour une meilleure prise en charge

Le président de la Société algérienne d’obésité et maladies métaboliques (SAOMM), Pr. Ammar Tebaïbia, a appelé, samedi à Alger, à recenser les maladies rares afin de garantir une meilleure prise en charge.

S’exprimant en marge de la troisième et dernière journée du 2^e Congrès national de la SAOMM, le Pr. Tebaïbia a souligné la nécessité de recenser les maladies rares, dont beaucoup "restent inconnues", pour améliorer leur prise en charge, insistant également sur l’importance du soutien à la formation des médecins généralistes des établissements de santé de proximité.

Les maladies rares font partie des maladies métaboliques, auxquelles le ministère de la Santé a alloué un budget spécial, a indiqué l’intervenant, invitant les médecins, en particulier les spécialistes, à "actualiser la liste des maladies rares" pour mieux prendre en charge les malades souffrant de ces pathologies.

Selon lui, la prise en charge des maladies

rares passe par la mise à contribution concomitante de plusieurs spécialités et l’amélioration des diagnostics.

Le Pr. Tebaïbia, qui est également chef de service de médecine interne à l’Etablissement public hospitalier (EPH) de Birtraria, a évoqué les principaux thèmes abordés lors de ce 2^e Congrès national de la SAOMM, notamment l’obésité, qui est, selon lui, à l’origine de 95% de maladies, dont le cancer, l’hypertension artérielle, les maladies cardiaques et l’hypercholestérolémie.

A ce titre, il a relevé la nécessité de mettre en place un guide national pour la prise en charge et la lutte contre l’obésité, qui accompagnera le Plan national de lutte contre ce phénomène, qui sera lancé prochainement, affirmant que "cette maladie constitue un fardeau pour la santé publique".

Le ministre de la Santé, Abdelhak Saïhi, avait annoncé, jeudi dernier, à l’ouverture du 2^e Congrès national de la Société algérienne d’obésité et maladies métabo-

liques, le lancement prochain d’un Plan national de lutte contre ce phénomène, qui "a pris des proportions effrayantes chez toutes les franges de la société", soulignant la nécessité de "promouvoir la pratique d’activité physique dans les établissements éducatifs et universitaires pour contribuer à la lutte contre cette maladie et à l’amélioration de la qualité de vie de l’individu", a-t-il dit.

Les résultats des campagnes de dépistage menées dans le cadre de la 1^{ère} Semaine nationale de prévention, décrétée par le ministère de la Santé (5-11 mars 2023), ont montré que "le taux d’obésité a triplé chez les 40-49 ans, en particulier chez les femmes", d’où l’impératif de s’attaquer à ce phénomène, a-t-il soutenu.

Le ministre a noté que l’obésité pouvait entraîner plusieurs autres maladies comme le diabète, les accidents vasculaires cérébraux (AVC), le syndrome d’apnée du sommeil et l’hypertension artérielle, ainsi que des problèmes psychosociaux.

SELON UNE ENQUÊTE DE L'ONS

Augmentation de l'activité industrielle

L'activité industrielle a augmenté au deuxième trimestre 2023 par rapport au trimestre précédent, contrairement à celle du secteur privé qui déclare une baisse, indique une enquête sur l'industrie réalisée par l'Office national des statistiques (ONS).

Par Sirine R.

Relevant un taux d'utilisation des capacités de production « supérieur à 50% selon près de 75% des enquêtés du secteur public et de plus de 66% de ceux du secteur privé », l'enquête précise également que le niveau d'approvisionnement en matières premières « a été inférieur à la demande exprimée selon plus de 17% des concernés du secteur public et de plus de 20% de ceux du privé ». Durant la même période, « plus de 17% des considérés du secteur public et près de 34% de ceux du privé déclarent n'avoir pas satisfait toutes les commandes reçues ». Quant à la main d'œuvre, les chefs d'entreprises concernés par l'enquête ont affirmé que « les effectifs sont restés stables durant ce deuxième trimestre 2023 ». Le niveau de qualification du personnel est jugé « suffisant selon près de 84% des enquêtés du secteur public et de plus de 71% de ceux du privé ». Dans le même ordre d'idées, les résultats de l'enquête révèlent que « plus de 10% des concernés du secteur public et près de 30% de ceux du secteur privé déclarent avoir trouvé des difficultés à recruter notamment, du personnel cadre et de maîtrise. La majorité des chefs d'entreprises enquêtés déclarent ne pas pouvoir produire davantage en embauchant du personnel supplémentaire ». Par ailleurs, l'état de la trésorerie est estimé bon par près de 52% des concernés du secteur public ainsi que de près de la moitié de ceux du privé et reste bon selon près de 19% des premiers et de près de 20% des seconds. Aussi, l'enquête souligne que « plus de 14% d'entreprises publiques et près de 18% de celles du secteur privé ont recouru à des crédits bancaires et la plu-

part n'a pas eu de difficultés à les contracter ». Concernant les équipements, l'enquête a révélé que pour des raisons principalement de vétusté des équipements, la plupart des chefs d'entreprises enquêtés déclarent avoir connu des pannes durant ce trimestre, toutefois, inférieur à 13 jours. Plus de 37% des concernés du secteur public et plus de 30% de ceux du secteur privé ont remis en marche leurs équipements après une panne et près de 10% des premiers et de 25% des seconds ont procédé à des renouvellements. La plupart des enquêtés du secteur public et de ceux du privé déclare pouvoir produire davantage en renouvelant les équipements et sans embauche supplémentaire du personnel. Pour le prochain trimestre et par rapport au précédent, les chefs d'entreprises publiques et privées ayant répondu à l'enquête prévoit une hausse de la production et de la demande. Par ailleurs, ils prévoient de bonnes perspectives de leur trésorerie pour les trois prochains mois.

Augmentation de l'activité des matériaux de construction

Selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête, l'activité dans les Matériaux de construction a augmenté au deuxième trimestre 2023. Près de 39% du potentiel de production a utilisé ses capacités de production à plus de 75%. Le degré de satisfaction des commandes en matières premières est supérieur aux besoins exprimés selon près de 25% des répondants. Près de 21% du potentiel de production enquêtés déclarent avoir connu des pannes d'électricité, néanmoins, inférieures à 6 jours et près de l'ensem-

ble est satisfait de l'approvisionnement en eau. La demande en matériaux de construction a augmenté durant ce deuxième trimestre 2023 selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête. La plupart des enquêtés déclare avoir satisfait toutes les commandes reçues et il subsiste des stocks de produits fabriqués, situation jugée anormale par ces derniers. Selon l'opinion des enquêtés du secteur, les effectifs sont restés stable durant ce trimestre. Près de l'ensemble des enquêtés est satisfait du niveau de qualification du personnel et près de 13% déclarent avoir rencontré des problèmes à recruter, notamment du personnel de maîtrise et d'exécution. La plupart des enquêtés déclare ne pourra pas produire davantage en embauchant du personnel supplémentaire. Pour des raisons, essentiellement, de vétusté et des problèmes de maintenance, près de 75% des enquêtés déclarent avoir connu des pannes d'équipements, inférieur à 13 jours selon la majorité d'entre eux. Près de 39% des concernés déclarent avoir remis en marche leurs équipements après une panne et près de 9% ont procédé à des renouvellements. Plus de 68% des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête, affirme pouvoir produire davantage avec un renouvellement des équipements et sans embauche supplémentaire du personnel. L'état de la trésorerie est jugé normal selon l'opinion de plus de 80% des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête. Pour le prochain trimestre, les industriels des matériaux de construction prévoient une hausse de l'activité, de la demande ainsi que des effectifs. Par ailleurs, ils envisagent de bonnes perspectives de la trésorerie.

TEXTILES ET CUIRS

Hausse de l'activité et de demande

Selon l'opinion des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête, l'activité dans les Industries Textiles a augmenté au cours de ce deuxième trimestre 2023, contrairement à celle des cuirs. Le degré de satisfaction des commandes en matières premières est supérieur à la demande exprimée selon plus de 25% des concernés des textiles et reste inférieur selon plus de 18% de ceux des cuirs, ce qui leur a engendré des ruptures de stocks allant de 10 à 29 jours pour la plupart d'entre eux, précise l'ONS dans une enquête sur l'activité industrielle durant le deuxième trimestre 2023. La plupart des enquêtés des deux secteurs déclare être satisfaite de l'approvisionnement en eau. Selon l'opinion des chefs d'entreprises, ayant répondu à l'enquête, la demande en produits a augmenté selon les enquêtés des textiles et a baissé selon ceux des cuirs. Ainsi, la plupart des enquêtes des deux secteurs confondus déclarent avoir satisfait toutes les commandes reçues et leur subsiste des stocks de produits fabriqués selon plus de 64% des déclarants des textiles et de la plupart de ceux des cuirs, situation jugée anormale par près de 58% des concernés des textiles. S'agissant de l'état de la trésorerie, les enquêtés l'a jugé normal selon plus de 60% des enquêtés des textiles ainsi que de plus de 52% de ceux des cuirs et reste bon selon plus de 20% des concernés des textiles. En raison, essentiellement, de la vétusté des équipements, près de 51% des chefs d'entreprises du secteur des textiles ayant répondu à l'enquête et plus de 60% de ceux des cuirs ont enregistré des pannes, conduisant à des arrêts de travail, inférieurs à 13 jours. Près de 22% des concernés des textiles et plus de 52% de ceux des cuirs déclarent avoir remis en marche leurs équipements après une panne, dont plus de 15% des premiers et près de 30% des seconds ont procédé à des renouvellements. La majorité des enquêtés des deux secteurs d'activité affirme pouvoir produire davantage avec un renouvellement des équipements et sans embauche du personnel. Les effectifs ont augmenté selon l'opinion des chefs d'entreprises enquêtés des textiles et ont reculé selon ceux des cuirs. La majorité des concernés des deux secteurs juge le niveau de qualification du personnel suffisant et déclarent n'avoir pas trouvé des difficultés à en recruter. En prévision pour le trimestre prochain, les répondants des textiles prévoient une hausse de l'activité et de demande. Par contre, ceux des cuirs prévoient un recul de leur activité.

Synthèse S R.

INDUSTRIES AGROALIMENTAIRES

L'activité en baisse durant le 2^e trimestre 2023

L'activité des industries agroalimentaires (IAA) a enregistré une baisse durant le deuxième trimestre 2023. Selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête, plus de 53% du potentiel de production a utilisé ses capacités de production entre 50% à 75%, indique une enquête de l'ONS sur l'activité industrielle. Le degré de satisfaction des commandes en matières premières est inférieur aux besoins exprimés selon plus de 25% des enquêtés, ce qui a engendré des ruptures de stocks à près de 39% d'entre eux, allant de 10 à 29 jours selon la plupart d'entre eux.

Plus de 20% du potentiel de production déclarent avoir connu des pannes d'électricité inférieures à 12 jours et près de 60% sont satisfait de l'approvisionnement en eau, ajoute la même source. La demande en produits fabriqués reste en hausse selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête. Plus de 41% des enquêtés n'ont pas satisfait toutes les commandes reçues et il subsiste des stocks de produits fabriqués selon la plupart des déclarants, situation jugée anormale par plus de 57% de ces derniers. Concernant l'état de la trésorerie, elle est jugé normal selon plus de la moitié

des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête et est bon selon plus de 30%. Quant à la main d'œuvre, les effectifs sont restés stables selon l'opinion des chefs d'entreprises ayant répondu à l'enquête. Près de l'ensemble des enquêtés est satisfait du niveau de qualification du personnel et plus de 23% déclarent avoir trouvé de difficultés à recruter du personnel cadre et de maîtrise. En raison, principalement, de la vétusté et de la surutilisation des équipements, près de 35% du potentiel de production a enregistré des pannes au

cours de ce trimestre, inférieur à 6 jours pour la plupart d'entre eux. Près de 11% des concernés déclarent avoir procédé à des extensions et plus de 9% à des renouvellements. La plupart des enquêtés affirme pouvoir produire davantage avec un renouvellement des équipements et sans embauche supplémentaire du personnel. Pour le prochain trimestre et comparative-ment au précédent, les industriels des IAA prévoient une hausse de l'activité, de la demande. Par ailleurs, ils prévoient de meilleures perspectives de leur trésorerie.

S R.

BATNA

Ouverture
de la saison de la
chasse après plus
de 3 décennies
d'interruption

La saison de la chasse a été ouverte samedi depuis la région d'Omrane dans la commune d'Ouled Fadhel, wilaya de Batna, après plus de trois décennies d'interruption. A cette occasion le wali, Mohamed Benmalek a donné lieu à la remise de 107 permis de chasse à des personnes ayant participé à des stages de formations à la chasse. La wilaya de Batna compte 951 chasseurs ayant suivi une formation à l'école nationale des forêts de Batna ainsi que 28 associations de chasse dont 19 disposant d'agrément valides à ce jour, a indiqué le chef du bureau de protection des espèces protégées, de la chasse et des activités cynégétiques à la conservation des forêts, Ahmed Abdennabi. Deux zones de chasse ont été délimitées dans la wilaya dont une à Omrane (Ouled Fadhel) sur 503 hectares et la seconde sur le mont El Djezar dans la commune d'El Djezar sur 3.200 hectares, selon le même cadre qui a précisé que les deux zones ont été divisées en des lots loués à des associations locales de chasse en vertu de cahiers de charges définissant le gibier à chasser et le nombre d'individus autorisés pour chaque chasseur conformément au plan de gestion cynégétique établi par le conseil supérieur de la chasse. La fédération de wilaya des chasseurs a proposé la création d'une réserve de chasse à Ouled Fadhel sur 350 hectares pour préserver certaines espèces et repeupler les zones de chasse par des lâchers de gibiers en dehors des périodes de chasse, a-t-on indiqué. Le wali a invité les chasseurs à contribuer à la protection des ressources forestières et de la faune et à participer aux campagnes d'élimination des chiens et chats errants à travers les communes. Il a également écouté les préoccupations soulevées par les habitants de la région relatives aux routes, au gaz et à l'électricité promettant de les prendre en charge en fonction des moyens existants.

ANNABA

Inauguration
de la pénétrante
de l'autoroute
Est-ouest

La pénétrante de l'autoroute Est-ouest a été inaugurée samedi dans la wilaya d'Annaba par les autorités locales en présence des responsables locaux et des cadres des entreprises de réalisation. Cette pénétrante autoroutière a été réalisée à partir du rond-point N 5 dans la commune d'Ain Berda à 30 km du chef-lieu de wilaya. Le wali, Abdelkader Djellaoui, a mis l'accent à l'occasion sur l'importance de cette pénétrante qui constitue un acquis pour les usagers de l'autoroute Est-ouest, assurant que le réseau routier de la partie Sud-ouest de la wilaya se renforcera à l'avenir par un projet de doublement de la RN-21 qui reliera la wilaya à cette pénétrante autoroutière. Pour accéder ou quitter Annaba, les usagers de l'autoroute Est-ouest devaient jusque-là emprunter la pénétrante de la commune de Dréan.

TIPASA

L'aquaculture, une filière prometteuse

La filière aquacole a bénéficié d'importants projets d'ensemencement à Tipasa ces deux dernières années (2022/2023), à l'origine d'une hausse de la production piscicole, présageant des perspectives prometteuses pour cette filière, estiment les responsables locaux du secteur.

Les efforts des autorités locales pour la promotion du secteur aquacole ont commencé à prendre progressivement forme, suite à l'octroi, entre 2022 et 2023 par le wali Aboubakr Seddik Boucetta, de 11 décisions de concession pour la création d'établissements en aquaculture d'une capacité de production théorique estimée à 6.055 tonnes/an de poisson, équivalant à plus de 10% des objectif fixés pour la filière à l'échelle nationale", a indiqué à l'APS le directeur local du secteur, Ahmed Tatbirt. Ces résultats sont le fruit direct des mesures incitatives à l'investissement dans le domaine, dont notamment, la hausse de la valeur des crédits bancaires à taux zéro intérêt, qui sont passés de 170 millions de DA à 350 millions de DA, pour chaque campagne d'ensemencement, a-t-il expliqué. L'entrée en exploitation de ces 11 projets, affectés d'un investissement global de plus de 2,7 milliards de DA, va porter le nombre d'établissements en aquaculture à 14, à Tipasa, avec une production prévisionnelle de 7.000 tonnes de poissons/an, représentés notamment par la daurade royale, outre la création de 277 emplois directs. La production halieutique de la wilaya de Tipasa est estimée à 7.000 tonnes/ an, selon le même responsable.

Des efforts constants pour consacrer les objectifs fixés

Sur le total de 11 investisseurs ayant bénéficié d'une décision de concession, deux projets sont entrés en exploitation durant l'année en cours. Le premier relatif à l'élevage de daurade royale sur le littoral d'El Arhat, où la production a atteint 157 tonnes en septembre dernier, avec une prévision d'atteindre 600 tonnes à la fin de la saison d'ensemencement, soit dans 18 mois. Le 2e projet vise l'élevage d'huîtres et de moules à Gouraya, et l'ensemencement a déjà été réalisé en mai dernier. Son entrée en production est prévue en décembre prochain, selon M. Tatbirt. Quatre autres projets dédiés à l'élevage de



daurade royale, d'une capacité de production théorique estimée à 2.055 tonnes/an, se trouvent à des stades très avancés, dans l'attente de leur entrée en exploitation, prévue durant le premier trimestre de l'année prochaine. A noter que les cages flottantes utilisées en aquaculture sont actuellement fabriquées, en Algérie, dans le cadre d'une première expérience du genre lancée par un investisseur privé dans la wilaya de Chlef. Selon les experts du domaine, l'ensemencement des alevins en cages flottantes est idéalement effectué durant les saisons automnale et printanière, soit de mars à septembre, car la température de l'eau à cette période est propice pour ce faire. Les poissons atteignent leur taille idéale pour être consommés après une période de 18 mois. S'agissant du reste des projets, les promoteurs de quatre parmi eux ont justifié leur retard par des problèmes techniques rencontrés avec des fournisseurs étrangers, outre des difficultés financières, selon M. Tatbirt. Il a fait part de la tenue d'une série de réunions entre le wali, la tutelle et les promoteurs de ces projets, en présence de représentants de banques et l'opérateur économique, ayant réalisé la première expérience en matière de confection de cages flottantes, en vue

de l'aplanissement de ces problèmes. Présidée par le wali, la commission de wilaya en charge de la délivrance des concessions pour la création d'établissements en aquaculture poursuivra ses efforts pour consacrer les objectifs fixés, à travers la relance de l'activité d'ensemencement conformément aux normes d'efficacité économique, avec un encadrement du Centre national de recherche et de développement de la pêche et de l'aquaculture, a assuré le directeur de la pêche de la wilaya. Selon les dispositions réglementaires en vigueur, la décision de concession est annulée dans un délai de 30 mois à compter de la date fixée pour le lancement du projet, au cas où celui-ci n'a enregistré aucun progrès tangible, après épuisement de toutes les initiatives visant à accompagner les promoteurs dans la mise en œuvre de leurs établissements. Le responsable du secteur a fait part, à cet effet, de l'annulation des concessions accordées, avant 2018, à neuf (9) projets non concrétisés, avec pour résultat la récupération d'un foncier de 1.500 m2 en terre ferme et de 197 ha en mer.

TIARET

Une stratégie pour activer la coopération entre les autorités locales et la société civile

Une stratégie sera mise en œuvre pour activer la coopération entre les autorités locales et les représentants de la société civile dans la wilaya de Tiaret, basée sur l'information des représentants d'associations sur les différents programmes de développement et l'écoute de leurs propositions, a annoncé, samedi, le wali, Ali Bouguerra. Rencontrant au siège de la wilaya avec des représentants d'associations de cinq daïras, le wali a instruit les chefs de daïras d'organiser des rencontres mensuelles avec les associations pour les informer sur le processus de développement et écouter leurs

préoccupations et leurs propositions. Des instructions ont été également adressées aux présidents des assemblées populaires locales pour ouvrir les portes devant les associations et les inviter à assister aux délibérations tenues périodiquement, en plus de les informer des projets de développement et les impliquer dans leur concrétisation sur le terrain afin d'instaurer le principe de « la démocratie participative ». Lors de cette rencontre, à laquelle ont aussi pris part les directeurs de l'exécutif et les chefs de daïras de Rahouia, Mechraa Sfa, Meghila, Dahmouni et Oued Lily, ainsi que les présidents d'APC de

13 communes leur relevant, le wali a écouté les préoccupations et suggestions exprimées par les représentants de 111 associations locales. Les intervenants ont axé leurs propositions sur la fourniture des structures de jeunes et de sports, le soutien financier aux associations, la prise en charge des établissements scolaires notamment dans les volets réhabilitation et restauration, en plus de l'aménagement urbain, la réalisation de stations de transport de voyageurs et le rapprochement du citoyen des structures dont celles de Sonelgaz de la CNAS. En réponse aux préoccupations

exprimées, le wali a affirmé que la wilaya a bénéficié récemment d'une enveloppe de 3 milliards de dinars pour rénover des écoles primaires, soulignant dans le même chapitre que des démarches sont en cours pour réaliser des lycées dans les communes de Tagdemt, Guertoufa et Sebt . Un tribunal sera en outre réalisé à l'avenir à Rahouia, a-t-il fait savoir. A noter que des rencontres similaires seront organisées en fin de semaine avec des associations actives dans diverses régions de la wilaya, a indiqué M. Bouguerra.

Le yuan peut-il remplacer le dollar ?

Malgré les volontés de Xi Jinping et de son gouvernement, la monnaie chinoise n'a pas encore tous les atouts pour devenir une grande devise internationale.

LA CHRONIQUE de Patrick Artus

Le gouvernement chinois a de grandes ambitions pour le RMB (renminbi, ce qui veut dire en chinois la « monnaie du peuple ») et veut en faire une grande monnaie internationale. Pour cela, d'abord, il a développé pour le RMB la technologie de monnaie digitale de banque centrale, qui est une monnaie gérée sur la Blockchain, qui est au passif de la banque centrale, avec l'intention de faciliter les paiements internationaux en RMB. Il a créé le China International Payment System (CIPS) comme une alternative à SWIFT pour les paiements transfrontières en RMB. Enfin, la Chine a signé des accords avec plusieurs pays (Brésil, Arabie saoudite, Emirats arabes unis) pour commercer avec ces pays en RMB et non plus en dollars. L'objectif clair du gouvernement chinois est d'échapper aux tribunaux et à l'administration américaine, qui pratique l'extraterritorialité du droit américain. Mais nous pensons que le RMB chinois n'a pas le potentiel, les caractéristiques qui lui permettraient de devenir une grande monnaie internationale. D'abord, il faut remarquer que le poids international du dollar continue à progresser alors que le poids international du RMB reste stable et extrêmement petit, tant pour les transactions commerciales que les transactions financières.

Un RMB non convertible

Aussi bien dans les réserves de change que sur les marchés financiers internationaux et que dans la facturation du commerce de biens et services, le RMB est très loin de menacer le dollar. Nous pensons que, même dans le futur, le poids du RMB restera faible. Commençons par analyser les caractéristiques que doit présenter une



monnaie de réserve internationale. Elle doit d'abord être associée à un marché obligataire, particulièrement à un marché des obligations souveraines, de grande taille et très liquide. La dette publique obligataire des Etats-Unis est de près de 120 % du produit intérieur brut des Etats-Unis, et cette dette est échangée sur un marché (celui des Treasuries) de très grande taille et très liquide. La dette publique obligataire chi-

noise atteint 50 % du PIB de la Chine et elle est échangée sur un marché régulé et dominé par les banques. Une monnaie de réserve doit de plus être convertible dans n'importe quelle monnaie, ce qui n'est pas le cas du RMB, qui n'est pas convertible. Enfin, il est mieux que le pays qui émet une monnaie de réserve ait une dette extérieure nette et des déficits extérieurs, puisque, ainsi, il satisfait le besoin de détention de

titres émis dans sa monnaie dans le reste du monde. C'est le cas des Etats-Unis mais pas de la Chine (qui a des avoirs extérieurs nets de 30 % du PIB et une balance courante excédentaire, depuis quelques années, de 2 points de PIB environ).

On voit donc que le RMB chinois ne présente aucune des caractéristiques qui pourraient faire de lui une monnaie de réserve internationale. Cela va aussi le pénaliser pour obtenir le statut de monnaie de transaction commerciale. Prenons un pays exportateur de matières premières. S'il reçoit pour ses exportations vers la Chine un paiement en RMB, puisque le RMB n'est pas convertible, il sera contraint soit d'acheter des produits chinois pour le montant de ses exportations de matières premières, soit de déposer le montant de ses exportations sous la forme de réserves de change en RMB. Cela réduira considérablement la liberté de ce pays exportateur d'utiliser comme il le souhaite le revenu tiré de ses exportations. Il est donc improbable que la Chine réussisse à donner une part de marché considérable au RMB soit sur les marchés financiers, dans les réserves de change des banques centrales, soit dans les échanges commerciaux internationaux. L'analyse de l'histoire montre qu'un monde multipolaire en termes de devises n'est pas apparu. Il y a toujours eu une monnaie dominante et le remplacement d'une monnaie dominante par une autre monnaie, par exemple de la livre sterling par le dollar après la Première Guerre mondiale, se fait rapidement et brutalement quand la nouvelle monnaie dominante a davantage les caractéristiques nécessaires que l'ancienne. Ce n'est clairement pas le cas du RMB comparé au dollar. Patrick Artus est conseiller économique chez Natixis.

Source : Les Echos

Inflation sous cloche

L'inflation a les traits tirés, comme fatiguée de sa course folle. Un bon point pour les Banques centrales, mais pas le point final. Car l'inflation ne meurt jamais, elle est juste mise sous cloche. Par Karl Eychenne, chercheur chez Oblomov & Bartleby

Par Karl Eychenne

L'inflation est-elle en train de plier sous les coups de boutoir des Banques centrales ? Non, l'explication est moins clairoissante. Mais ce n'est pas grave, les Banques centrales ne font pas la fine bouche. Une bonne nouvelle sur l'inflation ne se refuse pas, d'où qu'elle vienne. Si l'inflation ne fait plus figure d'épouvantail, ce n'est pas grâce au durcissement de la politique monétaire. C'est essentiellement parce que les prix de l'énergie sont en baisse. Le prix du baril a perdu près de -20% sur les 12 derniers mois. L'onde choc est majeure sur les prix des biens et services. En zone euro l'inflation est passée de près de 10 à 2,9%. Même constat pour l'inflation américaine en baisse de 10 à 3,7%. On est plus très loin des niveaux de 2% tolérables par les Banques centrales. L'inflation décélère donc franchement, et sans qu'on lui tienne la main. Mais que

faire de cette inflation qui baisse toute seule ? Les Banques centrales doivent-elles se ranger sur le côté, et regarder l'inflation déceler davantage par la seule force d'un effet de base favorable des prix de l'énergie ? Ou bien les Banques centrales doivent-elles continuer à appuyer sur la tête de l'homo economicus jusqu'à ce que les prix mollissent suffisamment ? Les derniers comités des Banques centrales plaident pour lever le pied, plutôt que d'appuyer davantage encore. Sagesse pratique ou principe de précaution ? Les deux.

L'inflation Nécros

À quoi sert de lutter contre une inflation dont les mouvements d'humeurs ont si peu à voir avec les cycles économiques, et dépendent essentiellement des chocs d'offres ? On pourrait même parler de choc d'affres, tant les conséquences sociales et humanitaires des crises récentes ont pu être dramatiques (Covid, climat, Ukraine). Le monde n'en finit plus d'être en danger. L'in-

flation n'est plus cyclique, mais « cyclope », comme le cyclope de Marvel capable de générer sans prévenir de puissantes rafales d'énergie à partir de son œil transversal. L'inflation est plus imprévisible que jamais, pouvant sourdre de nouveau au moindre choc.

Il faut donc oublier l'idée d'une inflation morte et enterrée. L'inflation ne meurt jamais. À quoi sert de lutter contre elle ? Lorsqu'elle est là, c'est déjà trop tard. Au mieux on peut la mettre sous cloche, pour se donner l'illusion qu'elle n'est plus. Il ne s'agit pas d'une « inflation Thanatos », c'est-à-dire une inflation vivante et qui meurt. Il s'agit plutôt d'une inflation Nécros, considérée morte, mais toujours vivante. Rien à voir. Le Nécros n'est que le vivant jeté hors du monde des vivants, comme l'inflation qui bouge encore, mais mise sous cloche. Ne pas confondre non plus le Nécros avec le zombie. Rien à voir encore. Le dernier est un mort-vivant, alors que le premier est un vivant-mort. La nuance peut paraître débile aux yeux des amateurs de films gore,

pas aux yeux des spécialistes de l'Égypte ancienne. Ces derniers souhaiteront entermer leur mort le plus possible, c'est-à-dire même vivant... De même, les Banques centrales souhaiteront mettre l'inflation sous cloche le plus tôt possible afin de limiter ses effets délétères. Enfin, il existe un risque qu'il ne faut surtout pas négliger.

« Au début du XIXe siècle à Londres, de jeunes étudiants en chirurgie déterrèrent un vivant cru mort qu'ils réanimèrent sous le scalpel. Conclusion des autorités :... on prit des précautions pour qu'on ne les déterre plus en plaçant davantage de gardiens auprès des tombes. »

Dans le cas de nos Banques centrales, cela reviendrait à maintenir des taux directeurs durablement élevés, comme si cela pouvait convaincre l'inflation de rester sous cloche. Il y a quelques jours encore, c'était bien la stratégie proposée par nos Banquiers centraux.

Source : La Tribune.fr

IRAK

PetroChina, principal opérateur du champ pétrolier West Qurna 1

Un responsable irakien a indiqué que son pays avait signé un accord de règlement avec le géant américain de l'énergie Exxon Mobil pour finaliser sa sortie du champ pétrolier West Qurna 1 et permettre à PetroChina d'en être le principal opérateur.

Hassan Muhammad, directeur adjoint de la Basra Oil Company pour les affaires relatives aux champs pétroliers et aux cycles de licences, a ajouté, selon Reuters : « Nous avons étudié l'accord de règlement et nous pensons que la meilleure option est que PetroChina devienne le principal opérateur du champ West Qurna 1 ». PetroChina détendra la plus grande participation dans le domaine après la sortie d'Exxon. Muhammad a déclaré que l'Irak a également signé un « accord de vente » qui réglemente les questions financières pour finaliser l'acquisition de la part d'ExxonMobil dans le champ pétrolier West Qurna 1 par la société pétrolière d'État Basra, expliquant que l'accord de vente comprend un engagement à résoudre le problème de la valeur de la taxe qui doit être payée : Exxon la paiera pour vendre sa participation dans le champ lors de négociations supplémentaires.

Le responsable de Basra Oil a déclaré : « La question fiscale n'a pas encore été résolue et, sur la base du contrat de vente, nous avons deux options : soit parvenir à un accord de règlement sur la taxe, soit recourir à l'arbitrage. »

Deux gestionnaires pétroliers du champ West Qurna 1 ont confirmé les détails de l'accord de règlement-vente signé avec Exxon. L'année dernière, la société d'État indonésienne Pertamina a acheté 10 % de la participation d'ExxonMobil dans le champ pétrolier irakien West Qurna 1, portant sa participation à 20 % tandis que Basra Oil Company a acheté 22,7 % du champ.

Khaled Hamza, directeur de Basra Oil Company, a déclaré à Reuters dans une interview en 2021 qu'Exxon cherchait à vendre sa participation pour 350 millions de dollars.

Le champ West Qurna 1, dans le sud de l'Irak, est l'un des plus grands champs de pétrole au monde, avec des réserves estimées à plus de 20 milliards de barils. Les responsables du champ ont déclaré qu'il produisait actuellement environ 560 000 barils par jour.

Les responsables de la Basra Oil Company ont déclaré qu'après le retrait d'Exxon de West Qurna 1, la société n'aurait plus aucune présence dans le secteur énergétique irakien.

Les prix du pétrole ont augmenté d'environ 2 % lors de la séance de vendredi, la dernière séance de la semaine, l'Irak confirmant son engagement envers les niveaux de production fixés par l'OPEP+, avant une réunion que l'alliance tiendra dans deux semaines.

Les contrats à terme sur le brut Brent ont augmenté de 1,42 \$, soit 1,8 %, pour s'établir à 81,43 \$ le baril. Le brut américain West Texas Intermediate a augmenté de 1,43 \$, soit 1,9 %, à 77,17 \$ au moment du règlement.

Les analystes de la Commerzbank ont déclaré : « Les inquiétudes concernant la demande ont remplacé la crainte de perturbations de la production dues au conflit au Moyen-Orient. » L'OPEP+, qui comprend l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et des alliés dont la Russie, se réunira le 26 novembre.

Le ministre irakien du Pétrole a déclaré que Bagdad était attaché à l'accord OPEP+ concernant la détermination des niveaux de production.

EGYPTE

L'inflation a enregistré 36% le mois dernier

Le taux d'inflation annuel des prix à la consommation dans les villes égyptiennes a enregistré un niveau de 35,8% en octobre dernier, en baisse par rapport au niveau record de 38% en septembre, selon les données de l'Agence centrale pour la mobilisation publique et les statistiques en Egypte.

L'inflation s'est révélée inférieure aux attentes moyennes des analystes, enregistrant 37,1% selon un sondage Reuters incluant 19 analystes.

Sur une base mensuelle, le rythme de hausse des prix a ralenti, passant de 2 % en septembre à 1 % en octobre dernier. L'inflation s'est accélérée sur une base mensuelle depuis juin dernier, lorsqu'elle a atteint 35,7%, dépassant le précédent niveau record de 32,95% enregistré en juillet 2017.

Les prix des produits alimentaires et des boissons ont augmenté de 71,3% sur une base annuelle et de 1,5% sur une base mensuelle, selon l'Agence centrale de mobilisation publique et de statistiques.

L'inflation continue

Le taux d'inflation devrait augmenter en octobre dernier, car le gouvernement a augmenté au début du mois les prix de l'essence jusqu'à 14,3%, mais a maintenu le prix du diesel inchangé. C'est la deuxième fois



que l'Egypte augmente les prix de l'essence, cette année.

Le prix du diesel est resté stable à 8,25 livres le litre (le dollar équivaut à 30,85 livres).

Dans un communiqué, le comité a justifié l'augmentation des prix de tous les types d'essence sur le marché local, afin de réduire l'écart de prix entre le coût de fourniture de l'essence et son

prix de vente en Egypte.

Les prix des carburants font l'objet d'une révision trimestrielle depuis 2019, et la révision prend en compte les prix sur les marchés mondiaux et le taux de change, conformément aux engagements antérieurs avec le Fonds monétaire international. En mars dernier, l'Égypte a augmenté les prix de l'essence ven-

due au consommateur final pour la première fois en 2023, tandis qu'elle a augmenté les prix du diesel en mai dernier.

Le gouvernement égyptien a déclaré en mai dernier que le soutien aux produits pétroliers pour l'année fiscale en cours – qui a débuté début juillet dernier – s'élevait à 116 milliards de Livres (3,74 milliards de dollars).

ARABIE SAOUDITE

Riyadh Air s'apprête à commander 100 avions Boeing MAX

La nouvelle compagnie aérienne saoudienne de Riyadh est sur le point de commander 100 Boeing 737 MAX, alors que la compagnie aérienne ajoute des avions court-courriers à sa flotte, selon des sources proches du dossier.

La compagnie aérienne, lancée par le Fonds d'investissement public saoudien, envisage de passer une commande ferme de 50 avions ainsi qu'un nombre similaire d'options lors du salon aéronautique de Dubaï qui débute demain, ont indiqué des sources.

Les sources ont déclaré à Bloomberg que les discussions finales se poursuivent et que le chiffre pourrait légèrement changer.

Le PDG de Riyadh Airlines, Tony Douglas, a déclaré la semaine dernière que la compagnie annoncerait un accord pour l'achat d'un « grand » nombre d'avions à fuselage étroit dans les semaines à venir.

L'ancien président d'Etihad Airways a été nommé en mars dernier président de Riyadh Airways, propriété du Fonds d'investissement public

saoudien.

Après que Riyadh Air ait commandé 72 Boeing 787 gros-porteurs, Douglas a déclaré que les avions à fuselage étroit seraient les prochains.

La création d'une deuxième compagnie aérienne nationale saoudienne, en plus de la compagnie nationale actuelle, s'inscrit dans le cadre du plan du Royaume visant à diversifier son économie hors hydrocarbures.

D'UNE VALEUR DE 127,6 MILLIONS DE DOLLARS**« Abu Dhabi Islamique » finance des transactions immobilières commerciales en Grande-Bretagne**

La Banque islamique d'Abu Dhabi a continué de développer son portefeuille de financement d'immobilier commercial au Royaume-Uni avec de nouveaux actifs financiers d'une valeur de plus de 100 millions de livres sterling (127,57 millions de dollars) au cours des six premiers mois de cette année.

Plusieurs accords de financement ont été signés, notamment un financement structuré pour 343 logements partagés dans le quartier de North Acton à l'ouest de Londres, un hôtel de 400 chambres à proximité de l'aéroport de Gatwick, un immeuble de bureaux de classe A d'une superficie de 133 000 m2 dans la région de Guildford, et un immeuble de bureaux pour le siège national. Un bâtiment majeur sur une superficie de 153 000 m2 dans la région de Newport, au Pays de Galles.

La banque a réussi à fournir des solutions de financement islamique réglementées à un

groupe sélectionné de clients, ce qui a offert davantage de nouvelles opportunités de refinancement et d'acquisitions.

Le marché de l'immobilier commercial au Royaume-Uni a connu une correction significative au cours des 12 derniers mois, en termes de valeur du capital, en raison de la hausse de la valeur des taux, ce qui a affecté l'activité d'investissement, notamment à la lumière de la forte demande des investisseurs pour les secteurs résidentiels, en particulier dans les lieux de logements pour étudiants et d'immeubles locatifs de haute qualité, qui génèrent des résultats positifs selon les normes et stimulent une croissance significative des revenus locatifs.

Fort de son expérience avérée dans la fourniture de solutions de financement immobilier adaptées aux besoins des clients au Royaume-Uni, des solutions compétitives et compatibles avec les dispositions de la charia islamique, Abu Dhabi Islamique a réussi

à conclure d'importantes opérations de financement d'une valeur de plus de 3 milliards de dirhams (650 millions de livres sterling) au cours des cinq dernières années. L'équipe de la banque à Londres fournit un soutien financier et des services de conseil aux clients des pays du Conseil de coopération du Golfe qui recherchent des investissements immobiliers commerciaux et résidentiels dans tout le Royaume-Uni. Selon Capital Economics, la valeur moyenne du capital a connu une baisse de 12,6 % au cours de l'année 2022. Malgré cela, le secteur du financement de l'immobilier commercial reste actif. En avril 2023, le financement net de l'immobilier commercial au Royaume-Uni (projets compris) a atteint 1,2 milliard de livres sterling, soit une augmentation de 137 %, le niveau le plus élevé depuis décembre 2021, selon les données de la Banque d'Angleterre.

CÔTE D'IVOIRE

Clap de fin pour le SEIP 2023

Deux jours durant, Abidjan a abrité la 6ème édition du Salon de l'Epargne, de l'Investissement et du Patrimoine, coparrainé cette année par le ministre de la Promotion de la jeunesse Mamadou Touré. Cette année, part belle a été faite à la jeunesse qui a été appelée à mieux prévoir son avenir en s'éduquant financièrement.

Vendredi 10 novembre 2023 s'est tenue au Sofitel hôtel Ivoire d'Abidjan la cérémonie de clôture du Salon de l'Epargne, de l'Investissement et du Patrimoine (SEIP). L'événement qui a réuni deux jours durant des experts, responsables politiques et d'entreprise ainsi que des centaines de participants a tenu toutes ses promesses. A travers divers panels auxquels ont participé de hauts responsables dont le Directeur d'Ecobank Côte d'Ivoire, la Directrice Générale NSIA Vie Assurances et de nombreux entrepreneurs, diverses thématiques centralisées sur l'épargne et la jeunesse ont été abordées. En parallèle, de nombreux stands ont été dressés pour permettre aux banques et fintech partenaires de l'événement, de proposer leurs produits aux parti-



cipants afin de leur permettre de bénéficier des différents produits. « C'est la première fois que je participe à l'événement même si j'en avais déjà entendu parler » a confié à l'Agence Ecofin un des participants au programme. « J'ai vraiment été séduit et j'ai pris

conscience qu'il fallait vraiment que j'épargne et que je m'éduque financièrement afin de prévoir mon avenir ». Le SEIP 2023 s'est ouvert le jeudi 09 novembre sur le thème : « De la jeunesse à la sagesse : maîtriser les finances à chaque étape de la

vie ». Son objectif affiché était de susciter une « prise de conscience financière » notamment au niveau des moins de 35 ans qui représentent 76% de la population ivoirienne. Lancé en 2018, le SEIP se revendique « la première plateforme d'éducation financière en Côte d'Ivoire, permettant une interaction libre et en toute transparence entre le public et les professionnels du monde de la finance, de l'assurance, etc. » selon sa Commissaire générale Leticia N'CHO-TRAORE. D'après la responsable, également DG de l'Agence qui co-organise l'événement, le salon a permis depuis sa création à plus de 14 500 participants d'accroître leur savoir financier. Des chiffres auxquels devraient s'ajouter ceux de la 6ème édition qui vient de s'achever.

ZAMBIE

Les créanciers officiels et le FMI émettent des réserves sur l'accord conclu avec les détenteurs d'obligations

Le cadre commun du G20 sur le traitement de la dette stipule que les créanciers privés doivent participer à la restructuration de la dette des pays à faible revenu, à des conditions comparables à celles des créanciers officiels. Les créanciers officiels de la Zambie et le Fonds monétaire international ont émis des « réserves » sur l'accord de principe conclu entre Lusaka et les détenteurs de ses euro-obligations sur la restructuration de plus de 3 milliards USD de dettes, a annoncé le ministère zambien des Finances dans un communiqué publié vendredi 10 novembre. « La Zambie et le comité de pilotage du groupe de détenteurs d'obligations poursuivent les négociations après que le comité officiel des créanciers et le FMI ont exprimé des réserves sur l'accord de prin-

cipe lors de discussions qui se sont déroulées ces derniers jours » lit-o, sans plus de précision sur la nature de ces réserves. Conformément aux dispositions du cadre commun du G20 sur le traitement de la dette, les créanciers privés doivent participer à la restructuration de la dette des pays à faible revenu à des conditions comparables à celles des créanciers officiels. L'accord de principe entre le gouvernement zambien et les créanciers privés prévoit l'émission de nouvelles euro-obligations qui arriveront à échéance en 2035 et 2053, et dont la valeur totale s'élève à 3,135 milliards USD, soit plus que la valeur nominale de l'encours des euro-obligations zambiennes actuelles. Cet accord de principe a été conclu fin octobre dernier, soit moins de 2 semaines après la signature d'un accord

entre Lusaka et ses créanciers officiels sur la restructuration de 6,3 milliards USD de dettes. Outre la prolongation des échéances des prêts d'environ 20 ans avec une période de grâce de 3 ans, l'accord prévoit des réductions des taux d'intérêt. En défaut de paiement depuis 2020, la Zambie avait demandé en février 2021, la restructuration de sa dette extérieure d'environ 13 milliards USD, dans le cadre de l'initiative proposée par le G20 aux pays les plus pauvres. Mais les négociations ont traîné en longueur, en raison notamment des désaccords entre les pays occidentaux qui ont traditionnellement piloté les processus de restructuration de dette des pays en développement, et la Chine qui est désormais le plus grand créancier bilatéral au monde.

MALI

Les revenus de la mine d'or Fekola ont augmenté de 27%

Entre janvier et septembre 2022, B2Gold a généré 888 millions USD de revenus grâce à la vente de la production de la mine d'or Fekola. L'actif détenu à 20% par le gouvernement malien devrait produire au moins 580 000 onces cette année. B2Gold a publié ses résultats opérationnels et financiers pour le 3ème trimestre 2023. Elle annonce 292,37 millions USD de revenus provenant des ventes d'or de la mine Fekola au Mali, portant le total des trois premiers trimestres à 888,27 millions USD, soit une hausse de 27% en glissement annuel. Cette amélioration est due à la hausse des quantités vendues, 460 139 onces pour les neuf premiers mois de 2023 contre 361 800 onces pour la même période en 2022, et aussi à la progression du prix moyen de l'once



vendue, 1930 USD cette année contre 1803 USD en 2022. Notons que la production d'or à Fekola a également progressé de 26% sur la période en glissement annuel, pour atteindre 447 233 onces. B2Gold

reste en bonne voie pour produire 580 000 à 610 000 onces d'or sur la mine en 2023. Fekola est détenue à 80% par B2Gold, contre 20% d'intérêts pour le gouvernement.

FAISANT DU PAYS LE PREMIER PRODUCTEUR DE BRUT AFRICAIN AVEC 1,57 MILLION B/J

La production pétrolière du Nigéria est la plus importante du Continent

Les récentes données, publiées par le régulateur nigérian du segment amont de l'industrie pétrolière, montrent une hausse substantielle de la production pétrolière du Nigéria en septembre. Ces performances sont corroborées par les chiffres de l'OPEP. Selon des données de l'OPEP publiées le 12 octobre, la production pétrolière du Nigéria est la plus importante du continent faisant du pays le premier producteur de brut en Afrique avec 1,57 million b/j au terme de septembre 2023. Une première depuis plusieurs mois. Les chiffres de l'OPEP montrent que le Nigéria a dépassé la Libye qui a produit 1,19 million b/j. Le pays maghrébin est suivi par l'Angola avec 1,11 million b/j, l'Algérie occupant la 4ème place du podium avec ses 957 000 barils b/j. Plus globalement, l'OPEP note une amélioration de la situation commerciale du Nigéria essentiellement portée par des réformes structurelles comme la suppression de la subvention des carburants, entre autres. Le Nigéria avec l'Arabie saoudite et le Koweït ont été les principaux acteurs de l'augmentation de la production pétrolière de l'OPEP qui, en septembre, a atteint une moyenne de 27,75 millions b/j, en hausse de 273 000 b/j par rapport à août.

GABON

Levée des sanctions financières imposées par la BAD

La Banque Africaine de développement a décidé de lever, le 6 novembre, les sanctions financières imposées au Gabon après le coup d'Etat du 30 août. L'annonce a été faite par le ministre gabonais de l'économie jeudi. La décision intervenue après des négociations entre l'institution bancaire continentale et les autorités gabonaises. Marrakech, Libreville et Brazzaville, fin octobre, des rounds de négociations ont été nécessaires pour dissiper les zones d'ombre. Le Gabon s'engageait dans la capitale congolaise, au plus niveau, à apurer ses arriérés de paiement auprès de l'institution panafricaine. Relançant dans la foulée, sa coopération avec la Banque Africaine de développement. Au Gabon, la BAD finance un important projet d'adduction d'eau dans plusieurs villes dont Libreville la capitale. La Bad devient la première institution à lever les sanctions infligées au Gabon depuis le coup d'Etat contre Ali Bongo, il y a un peu plus de deux mois.

MARCHÉS BOURSIERS POLONAIS

Comment ça marche ?

Entrée dans l'Union Européenne en 2004, la Pologne et ses 38 millions d'habitants a connu un développement colossal depuis la chute de l'URSS. Son économie est classée 6ème de l'Union, devant la Suède, la Belgique et l'Autriche, malgré une diminution de sa population.

Ce développement remarquable, en grande partie attribuable aux investissements étrangers, a permis à la Pologne de progresser bien plus vite que la moyenne de l'UE. Dans cet article, nous examinerons les principaux aspects de son marché boursier. La bourse de Varsovie, la GPW, est la plus grande bourse d'Europe centrale. Elle fut ouverte après l'effondrement de l'URSS en 1991 puis privatisée en 2010, année de son introduction en bourse. Les heures de cotation s'étalent entre 9h et 17h10 et la monnaie locale est le Zloty dont le symbole est PLN. Au 8 novembre, le taux de change est de 1€ = 4,44 PNL.

Les indices et les principaux acteurs
Le principal indice est le WIG30. Il comporte les 30 principales capitalisations. Parmi les 10 premières pondérations, on trouve 5 banques, le secteur le mieux représenté du pays avec PKO Bank Polski, Bank Pekao, Mbank, ING Bank Śląski et Santander Bank Polska. D'autres entreprises se distinguent comme la minière KGHM Polska Miedz, le distributeur en ligne Allegro, le pétrolier Orlen Spolka Akcyjna, le vendeur de vêtements LPP et l'acteur de la grande distribution Dino Polska (analysé ici). La place de Varsovie dispose aussi de l'indice New Connect, réservé aux starts-up et aux petites entreprises. D'un point de vue sectoriel, on l'aura compris,

le marché polonais, par l'intermédiaire du WIG30, est dominé par ses entreprises financières (40,2% de l'indice). La consommation discrétionnaire (12,8%) est aussi bien représentée, tout comme l'énergie (12,3%), les matériaux (9%), les communications (7%) et les biens de consommation (6,7%). Les utilités (5,5%), les technologies de l'information (3,1%) et les industriels (2,4%) complètent la répartition.

Qui suit les entreprises polonaises ?
Les grandes sociétés du pays sont suivies par des brokers, à l'instar de ce qui se fait pour les entreprises d'Europe occidentale et septentrionale. C'est un bon signe car cela permet d'apporter plus de transparence et de confiance au marché. À titre d'exemple, les principales banques américaines et des acteurs locaux comme Trigon Dom Maklerski et Ipopema Securities émettent des recommandations concernant le distributeur Dino Polska.

Echelle, taille et statistiques
L'ensemble du marché polonais comprend 414 entreprises en date du 9 novembre 2023 dont 43 sociétés étrangères qui englobent près de la moitié des 300 Mds€ de capitalisation totale. Le marché boursier polonais ne s'est historiquement jamais payé aussi peu cher. Son PER moyen est de seulement 6,8 fois contre une moyenne sur la dernière décennie de 21,8 fois.

Comment investir en Pologne ?
La Pologne est membre de l'Union Européenne et il n'y a par conséquent pas d'empêchement majeur pour investir dans le pays. Il vous suffit d'être chez un broker qui vous donne la possibilité d'accéder à cette place financière.

Quel ETF pour se positionner ?
Il y a assez peu d'ETF orienté sur le marché polonais. Néanmoins, deux peuvent être mis en avant. Le Lyxor MSCI Eastern Europe Ex Russia UCITS ETF - Dist vise à représenter la performance des larges et moyennes capitalisations des marchés émergents d'Europe de l'Est avec une nette surreprésentation de la Pologne qui concentre 68,6% de l'encours. L'ETF est investi dans les principales entre-

prises du pays, à savoir Orlen (10,6% de la pondération), PKO Bank Polski (10,6%), Powszechny Zaklad Ubezpieczen (8%), Dino Polska (6%), Bank Pekao (6,6%) ainsi que dans des sociétés hongroises comme la banque OTP (10,8%) et des entreprises tchèques comme le producteur et distributeur d'électricité CEZ (8,2%). Les sociétés financières sont très représentées puisqu'elles représentent 46,8% de l'encours. L'énergie compte pour 15%, les services aux collectivités (10%), et les biens de consommations (15,3%). Les performances de l'ETF sont plutôt bonnes puisqu'il progresse de 30,6% depuis sa création mi-2020, ce à quoi il faut ajouter un dividende relativement confortable.

CAC40

Enfonce les 7050, tendance stable sur la semaine

La Bourse de Paris termine la semaine dans le rouge: le CAC40 qui lâche en fin de séance près de -1% vers 7.045 affiche un score stable sur les 5 séances écoulées... mais quelques minutes auparavant, c'était -0,5% (avec un creux à 7.006Pts) juste après la publication de la confiance des consommateurs américains. Wall Street a moins mal réagi puisque les indices US avancent de +0,6% en moyenne. Une confiance qui s'est dégradée pour le quatrième mois consécutif, de 63,8 à 60,4 en novembre, selon l'enquête mensuelle de l'Université du Michigan. Joanne Hsu, l'auteur du rapport, évoque les inquiétudes entourant les conséquences de la remontée des taux d'intérêt, mais aussi l'effet des conflits à Gaza et en Ukraine. La composante du jugement des ménages sur leur situation actuelle s'est ainsi repliée à 65,7 contre 70,6 le mois passé, tandis que le sous-indice mesurant leurs anticipations a reculé à 56,9 après 59,3 en septembre. Le récent regain d'optimisme du marché n'ayant pas résisté à l'effet négatif des propos prudents tenus par plusieurs responsables de la Fed ces dernières 48H. Les investisseurs ont été pris de court hier par Jerome Powell qui s'est explicitement interrogé sur l'efficacité des mesures prises pour ramener l'inflation vers son objectif des 2%. Dans le sillage de ces commentaires, la probabilité estimée d'un nouveau tour de vis de la FED en décembre est passée à presque 15%, contre moins de 5% il y a une semaine, à en croire le baromètre FedWatch du CME Group. Christine Lagarde indiquait à son tour ce midi qu'il va falloir patienter 'plusieurs trimestres' avant d'envisager un assouplissement de la politique monétaire de

la BCE. Pour se rassurer un peu, Mr Villeroy de Galhau, le gouverneur de la BdF estime que 'sauf choc inattendu sur l'inflation, les hausses de taux de la BCE, c'est terminé'. Le marché est également inquiet par l'envolée des taux consécutive au semi-échec d'une émission de 24Mds\$ de bons du Trésor à '30 ans' jeudi soir, ce qui s'est traduit par une forte tension au niveau du rendement des Treasuries à dix ans, qui remonte à 4,64% contre 4,49% la veille. Les spécialistes en valeurs du Trésor (SVT) ayant été obligés de compenser la faible demande émanant des institutionnels étrangers pour le '30 ans'. La tension retombe un peu cet après-midi sur les T-Bonds qui effacent -4Pts à 4,5920. En revanche, nos OAT et les Bunds se tendent de +5Pts supplémentaires à 3,29% et 2,7050%, les BTP affichent aussi +5Pts à 4,566%. Dans la foulée de plusieurs séances déjà très calmes au niveau des statistiques, peu d'indicateurs figuraient au programme de cette dernière séance de la semaine. En Europe, la matinée était principalement animée par la publication de la première estimation du PIB du Royaume-Uni au troisième trimestre. La production industrielle du Royaume-Uni a stagné en septembre par rapport au mois précédent, après un recul de 0,5% en août (révisée d'une diminution de 0,7% annoncée initialement), selon l'office national de statistiques. Après la frénésie de publications des dernières séances, le calendrier était par ailleurs allégé aujourd'hui du côté des résultats d'entreprise: Allianz dévoile une chute de -29,5% des profits) et Richemont voit ses bénéfices remonter à 1,5MdsE.

COTATION COMMERCIALE D'OUVERTURE DU DINAR ALGERIEN				
Cours du : 09 Novembre 2023				
Valeur : 13 Novembre 2023				
BASE	DEVISES			
			COURS ACHAT	COURS VENTE
1	USD	US DOLLAR		134.6972 134.7122
1	EUR	EURO		144.2068 144.2768
1	GBP	POUND STERLING		165.4350 165.5144
100	JPY	JAPANESE YEN		89.2507 89.2784
1	CNY	CHINESE YUAN		18.4861 18.4884
1	CHF	SWISS FRANC		149.6802 149.7634
1	CAD	CANADIAN DOLLAR		97.6704 97.7096
1	DKK	DANISH KRONE		19.3397 19.3438
1	SEK	SWEDISH KRONA		12.3679 12.3717
1	NOK	NORWEGIAN KRONE		12.0570 12.0622
1	AED	UAE DIRHAM		36.6713 36.6783
1	SAR	SAUDI RIYAL		35.9058 35.9156
1	KWD	KUWAITI DINAR		435.7722 436.6684
1	TND	TUNISIAN DINAR		42.4290 42.8554
1	MAD	MOROCCAN DIRHAM		13.1804 13.1819
1	LYD	LIBYAN DINAR		27.4254 27.5660
1	MRU	MAURITANIAN OUGUIYA		3.5465 3.5469
1	SDR	SPEC. DRA. RIGHTS		177.3489 177.3489

RENAULT

Ampère en bourse, mais l'année prochaine

Pionnier du marché des véhicules électriques de première génération avec son allié de longue date Nissan, Renault a manqué l'occasion de rester en première ligne dans le VE. Mais avec sa nouvelle filiale Ampère, le groupe veut revenir dans la course en secouant son organisation. Ampère emploie environ 11 000 personnes, dont un tiers d'ingénieurs, dont l'un des principaux objectifs est de réduire de 40% le coût de fabrication des VE du groupe d'ici 2027, tout en limitant à 10 heures maximum le temps de production d'un véhicule. Si la stratégie s'avère gagnante, le chiffre d'affaires devrait progresser de 30% par an jusqu'en 2030. Le résultat d'exploitation et le flux de trésorerie d'Ampère devraient atteindre le seuil de rentabilité en 2025, selon l'entreprise qui a également prévu une marge de bénéfice d'exploitation à deux chiffres d'ici 2030.

IPO l'année prochaine
A l'appui du projet Renault prévoit de scinder (ce qui a été fait le 1er novembre) et d'introduire

Ampere en bourse. Initialement prévue pour cette année, l'opération est décalée au premier semestre 2024. Luca de Meo, PDG de Renault, estime qu'Ampere pourrait atteindre une valorisation de 8 à 10 milliards d'euros. Mais les analystes d'UBS estiment qu'Ampere ne vaut que 3 à 4 milliards d'euros. Certains bureaux d'études doutent de l'intérêt de scinder le groupe en deux. Renault a organisé une journée investisseurs sur Ampere le 15 novembre. Nissan s'est engagé à investir jusqu'à 600 millions d'euros dans Ampere, et Mitsubishi, également partenaire de l'alliance franco-japonaise, jusqu'à 200 millions d'euros. Le fabricant de puces Qualcomm devrait également investir dans Ampere. En plus de ces accords, Renault a l'intention d'introduire en bourse environ 20% du capital, tout en conservant une participation de 60 à 70 % dans l'entreprise.

AYANT PERTURBÉ LES MARCHÉS DU TRÉSOR

La plus grande banque du monde victime d'une cyberattaque

La division américaine des services financiers de la banque chinoise « ICBC » a été victime d'une cyberattaque qui a perturbé les échanges de bons du Trésor.

La Banque industrielle et commerciale de Chine, la plus grande banque au monde en termes d'actifs, a déclaré que sa branche de services financiers, appelée ICBC Financial Services, avait été touchée par une attaque de ransomware qui "a désactivé certains systèmes". La banque publique a ajouté qu'immédiatement après avoir découvert la faille, la Banque industrielle et commerciale de Chine "a isolé les systèmes concernés pour contenir l'incident". Le ransomware est un type de cyberattaque, qui implique que des pirates informatiques prennent le contrôle de systèmes ou d'informations et ne les lâchent pas jusqu'à ce que la victime paie une rançon. C'est un type d'attaque qui a connu une explosion de popularité ces dernières années. La Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) n'a pas



révélé qui était à l'origine de l'attaque, mais a déclaré qu'elle « menait une enquête approfondie et progressait dans les efforts de récupération avec le soutien de son équipe professionnelle d'experts en sécurité de l'information ». La banque chinoise a également déclaré qu'elle travaillait avec les autorités chargées de l'application

des lois, confirmant qu'elle avait "réalisé avec succès" les transactions sur les obligations du Trésor américain qui ont eu lieu mercredi et les opérations de financement de pension qui ont eu lieu jeudi. Cependant, de nombreux médias ont rapporté qu'il y avait des troubles dans les échanges d'obligations du Trésor américain. Le

Financial Times, citant des commerçants et des banques, a déclaré que l'attaque du ransomware avait empêché une division de la Banque industrielle et commerciale de Chine (ICBC) de régler des transactions de trésorerie pour le compte d'autres acteurs du marché. La Banque industrielle et commerciale de Chine a déclaré que les systèmes de courrier électronique et commerciaux de sa branche américaine de services financiers fonctionnent indépendamment des opérations de la Banque industrielle et commerciale de Chine en Chine. Elle a également confirmé que les systèmes de son siège social, la succursale « ICBC » à New York, et d'autres institutions affiliées locales et étrangères n'ont pas été affectés par la cyberattaque.

RUSSIE

Le gaz russe affluent vers les pays européens

Le gaz russe continue d'être acheminé vers un certain nombre de pays européens qui l'auraient refusé, a déclaré le président de Gazprom, Alexeï Miller, ajoutant que ces approvisionnements transitaient par le hub gazier autrichien vers les pays du sud-est de l'Europe. "Les molécules du gazoduc principal n'ont pas

de couleur nationale. Les échanges sont assez fréquents, et nous savons que le gaz russe est acheminé vers de nombreux pays qui ont déclaré leur refus de consommer du gaz russe", a-t-il déclaré "Par exemple, Gazprom a signé un contrat pour livrer du gaz vers l'Europe vers un hub autrichien, d'où il est acheminé vers d'autres pays de l'UE, ainsi que vers des

pays du sud-est de l'Europe", a déclaré le patron de Gazprom. "Bien sûr, le gaz russe est présent en grande quantité sur le marché européen. Et je voudrais souligner une fois de plus que même dans les pays qui déclarent qu'il n'y a pas de gaz russe sur leur marché intérieur, ce n'est pas vrai", a ajouté Miller. .

FAO

2 000 milliards \$ de dépenses mondiales en importations alimentaires en 2023

La croissance a ralenti à 1,8% sur une base annuelle contre une hausse de 11% en 2022. L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) s'attend à ce que les dépenses mondiales en importations alimentaires continuent d'augmenter en 2023, mais à un rythme beaucoup plus lent que les deux années précédentes en raison du ralentissement de la hausse des prix. Au cours de l'année en cours, les pays devraient dépenser 2 000 milliards de dollars en importations de produits alimentaires et de boissons, selon la FAO dans son rapport semestriel sur les « Perspectives de l'alimentation ». Ce nombre représente une augmentation de 1,8% par rapport à l'année dernière, alors que l'augmentation a atteint 18% en 2021 et 11% en 2022, selon l'Agence France-Presse. Au niveau mondial, l'augmentation est le résultat d'une augmentation du prix des importations de sucre de 12,5% et de fruits et légumes de 7%,

dont les prix ont augmenté sur les marchés mondiaux. Mais la facture des importations de graisses et d'huiles animales et

végétales a diminué de 13 %. Pour la première fois depuis 2020, la hausse des factures totales des pays était principale-

ment liée à une augmentation du volume des importations et non à une hausse des prix. Les pays à revenu élevé sont à l'origine de cette facture plus élevée, car ils importent une large gamme de produits. Les pays à faible revenu, qui importent principalement des produits alimentaires de base, devraient voir leur facture diminuer de 11 %. Pour les pays en développement qui importent plus qu'ils n'exportent et les pays d'Afrique subsaharienne, une facture inférieure n'est pas seulement associée à des prix plus bas, mais aussi au fait qu'ils importent moins. La FAO a déclaré que ces pays souffrent du taux de change élevé du dollar par rapport à leur monnaie, ce qui rend les achats sur le marché mondial plus coûteux pour eux, car les opérations de change sont souvent effectuées dans la monnaie américaine. La FAO estime que ces pays sont limités par leurs ressources financières, leur dette et leurs coûts de transport élevés.

Bitcoin atteint son plus haut niveau en 18 mois

Bitcoin a retrouvé sa course haussière après avoir atteint son plus haut niveau en 18 mois, avant la série d'événements qui ont conduit au récent effondrement de la cryptomonnaie. La crypto-monnaie dominante a augmenté de 38 % au cours des 30 derniers jours, pour atteindre le niveau de 37 000 \$, et a également franchi la barre des 38 000 \$ en temps réel jeudi dernier, la plus élevée depuis le 5 mai 2022 – juste avant que le stablecoin TerraUSD ne s'effondre et ne s'enflamme, une série d'échecs dans l'espace des crypto-actifs. Bitcoin a achevé sa récupération presque complète après cette catastrophe après que les baisses ont atteint leurs plus bas niveaux lorsque la bourse FTX, fondée par Sam Bankman-Fried, ait déposé son bilan. "Avec le retour du Bitcoin au-dessus de ce qu'il était lorsque le stablecoin Terra, les traders de crypto-monnaie ont officiellement surmonté ces cicatrices psychologiques", a déclaré Markus Thelen, responsable de la recherche chez Matrixport. Contrairement aux cycles baissiers précédents, Bitcoin a connu un rebond intermittent cette année, avec de fortes avancées entrecoupées de longues accalmies de faible volatilité. Pour en arriver là, elle a dû surmonter le resserrement monétaire le plus sévère imposé par la Réserve fédérale depuis quatre décennies, ainsi qu'une réglementation accrue du secteur. Une série de récits ont cherché à expliquer la résurgence remarquable des crypto-monnaies : le Bitcoin comme protection contre l'inflation ; Comme refuge contre la crise bancaire américaine de mars ; Et plus récemment, le Bitcoin destiné au grand public sous forme de fonds négociés en bourse pourrait bientôt être approuvé par la Securities and Exchange Commission des États-Unis. Selon une note des analystes de Bloomberg Intelligence, James Seyfart et Eric Balchunas, une courte fenêtre d'au moins 8 jours s'est ouverte jeudi pour que la Securities and Exchange Commission « puisse théoriquement émettre des ordonnances d'approbation ». "Je crois toujours qu'il y a une chance", ont-ils écrit.

DETTE

Moody's abaisse la perspective de la note américaine

L'agence de notation Moody's a abaissé vendredi à « négative », au lieu de « stable », sa perspective sur la note de crédit des États-Unis, en pointant des déficits budgétaires toujours très importants et la moindre capacité du pays à emprunter à des taux accessibles. La note est néanmoins maintenue à « AAA », la plus élevée. Coup dur pour Joe Biden. À une semaine de nouvelles négociations cruciales au Congrès pour éviter une paralysie budgétaire (« shutdown »), l'agence de notation Moody's a abaissé la perspective de la note de la dette des États-Unis en la faisant passer de stable à négative. La dette reste notée à AAA, mais la perspective négative indique clairement qu'un abaissement est possible à moyen terme. Moody's est donc la seule trois des grandes agences de notation à maintenir sa note la plus élevée sur la dette souveraine américaine. Fitch est en effet passé de triple A à AA+ en août dernier, rejoignant S&P, qui est à AA+ depuis 2011. Moody's estime que « dans un contexte de forts taux d'intérêt et sans mesures budgétaires pour réduire les dépenses du gouvernement ou accroître les revenus (...) », on peut s'attendre « à ce que les déficits des États-Unis demeurent très importants, affaiblissant l'accessibilité des emprunts ». Alors que le déficit budgétaire des États-Unis a atteint la somme colossale de 1.695 milliards de dollars. Et, à cause de la hausse des taux d'intérêt engagée par la banque centrale américaine (Fed) pour juguler l'inflation, le coût de la dette pour les États-Unis est considérablement renchéri. Ce sont ainsi 879 milliards de dollars d'intérêt qui ont été déboursés, soit 162 milliards de dollars de plus qu'en 2022. D'autant que les taux ne sont pas prêts de baisser et pourraient même augmenter, selon Jerome Powell, le président de la Fed.

POUR MONTRER SA CONTRIBUTION À LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

« The Good Move » : la mini-série de Renault Trucks

Renault Trucks débutée en novembre 2023 la diffusion de sa websérie intitulée « The Good Move, engagés pour la décarbonation », qui a pour but de montrer comment le constructeur peut contribuer à limiter le réchauffement climatique.

« The Good Move, engagés pour la décarbonation » est une websérie en sept épisodes imaginée par Renault Trucks. Diffusée de manière hebdomadaire à compter du mercredi dernier, elle a pour but de montrer comment un acteur du transport routier de marchandises, secteur responsable de 7 % des émissions de CO₂ en Europe, peut contribuer à limiter le réchauffement climatique. Intitulé Le Choc, le premier épisode publié sur la plateforme YouTube permet de découvrir les deux principaux protagonistes de la série. On y retrouvera notamment Bruno Blin, président du constructeur, qui revient dans les terres où il dit s'être aperçu de la réalité du changement climatique. C'est donc au cœur du Mont Blanc, où le dirigeant d'une soixantaine d'années se rendait quand il n'était encore qu'adolescent, que l'intrigue prend place dans ce premier épisode. Des paysages magnifiques, qui cachent une réalité bien triste : la fonte des glaciers. À ses côtés se trouve également Pauline, une collaboratrice ayant rejoint Renault Trucks il y a deux ans dans le but de participer à la décarbonation d'un secteur souvent pointé du doigt.

Sept épisodes avec différents experts rencontrés

« Le réchauffement climatique est une réalité et nous sommes tous individuellement responsa-



bles de nos décisions et de nos actes. Qu'est-ce que ça veut dire pour moi, qui suis le président de Renault Trucks? Une entreprise qui fabrique des camions que l'on retrouve sur les routes du monde entier », s'interroge Bruno Blin en guise d'introduction au premier épisode. Le président reconnaît que sa marque, comme les autres, font parties du problème et qu'elles ont toute une rôle fondamental à jouer dans sa résolution. « Parce que nous ne pouvons plus nous contenter de petits pas, chez Renault Trucks,

nous avons pris des engagements pour décarboner notre industrie et préserver les ressources, avec de nombreuses actions concrètes déjà mises en place. Sans oublier tout ce qu'il reste à faire. » C'est ce que souhaite partager et documenter Bruno Blin à travers les sept épisodes de cette mini-série. Ils explorent chacun un aspect spécifique de la transition tout en accentuant sur l'engagement de Renault Trucks pour un transport durable. En plus du géomorphologue (spécialiste de l'étude des couches de

sol) abordé dans le premier épisode, les deux compères rencontreront différents experts tels qu'un professionnel du recyclage des batteries, un directeur d'usine, un spécialiste de la logistique urbaine mais également un membre du Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (GIEC). Des discussions qui auront sans doute lieu dans des endroits moins dépayés que le point culminant de la chaîne des Alpes. Mais qui s'annoncent tout aussi intéressantes.

VW TOUAREG 2024

Un SUV à contre-courant

Le Touareg vit une grande injustice ! Lancé en 2002, le véhicule est construit sur la plateforme MLB partagée par ses congénères - Audi (Q7), Porsche (Cayenne) et, ultérieurement (MLB Evo), Bentley (Bentayga) et Lamborghini (Urus) - mais a tenu à s'en démarquer. Il s'impose comme le plus polyvalent et capable en tout terrain. À ses débuts, il représentait 80% de ventes des SUV de la plateforme MLB. Ses pairs, plus statutaires et chers, se contentant du cinquième restant. Aujourd'hui, c'est l'inverse.

Le luxe sans étalage

Il y a 20 ans, lors du premier essai du Touareg 1 dans les Pyrénées catalanes, dans une zone qui cumulait tous les tests d'aptitude du vrai franchisseur, VW se plaçait sur le terrain des Defender, Land Cruiser et autres Patrol. Sa crédibilité allait bien au-delà de son aisance à crapahuter sur un sol défoncé, à sortir de l'ornière spongieuse ou à graver un escarpement de l'impossible. Sa peinture ne craignait pas les éraflures : le parcours off-road faisait traverser des ronciers lui lacérant les flancs... À l'époque, il était monté sur des roues de 17 ou 18". Aujourd'hui, on le retrouve avec des pneus route à flancs bas sur jantes de 21". Sur les chemins non revêtus de Norvège, à la surface égale couverte de gravier, ce choix n'a posé aucun problème. Il est néanmoins révélateur de ce que même le Touareg, comme ses frères de luxe, s'équipe pour rouler sur de bons revêtements.

Bien, le TDI

Les routes nordiques « gentillettes », sinueuses et vallonnées, aux surfaces impeccables - asphaltées ou en terre battue - n'ont pas permis d'évaluer en profondeur les améliorations apportées aux liaisons au sol du modèle 2024. Disons quand même que les barres anti-roulis actives sont plus rigides et la direction plus précise autour du point milieu. L'habitacle, lui, étrenne un info-divertissement double écran.

VOITURE AUTONOME

Le Royaume-Uni à contrepied des Etats-Unis en cas d'accident

Coincidence ou pas, à peine quelques jours après un jugement rendu aux Etats-Unis dans un cas impliquant les systèmes de conduite autonome d'une Tesla, le gouvernement britannique communique pour la première fois sur son projet de loi sur le même sujet. Et même s'il ne s'agit pour l'heure que des grandes lignes, il est clair que la loi anglaise ne suit pas la tendance américaine.



Pas de noms trompeurs

Ainsi, en cas d'accident impliquant une voiture équipée de systèmes de conduite autonome, et dans le cas où ces systèmes étaient activés au moment de l'accident, la responsabilité de l'accident sera

automatiquement imputée au constructeur. Bien sûr, la loi prévoit avant cela de clairement définir les systèmes repris dans ce qui sera considéré comme de la conduite autonome, et les constructeurs devront veiller à ne pas donner des noms trompeurs à ces systèmes, comme « Full Self-Driving », par exemple. Quand la loi sera promulguée, il faudra donc que Tesla rebaptise ses équipements.

Cette annonce est favorablement accueillie tant par les industriels qui développent les technologies concernées que par les assureurs. Savoir clairement qui est responsable en cas de problème facilitera la vie des compagnies d'assurances et rassurera le public quant à ses propres responsabilités.

VOITURE ÉLECTRIQUE

Les automobilistes peinent à s'y retrouver

Les consommateurs nagent en plein brouillard et peinent à s'y retrouver dans la législation entourant les voitures électriques. C'est ce qui ressort d'une étude réalisée auprès de 15.000 personnes dans 16 pays du monde. Concernant les Zones à Faibles Émissions (ZFE) par exemple, 73% des participants connaissent leur existence, mais seulement 34% savent de quoi il s'agit. Globalement, 66% des personnes interrogées les considèrent comme une bonne mesure, mais c'est bien moins

net dans les zones où les répondants sont directement concernés. Ainsi, en France et en Belgique, c'est 50/50 de pour et de contre. On note aussi que dans les deux pays, 80% estiment que les ZFE sont injustes envers les ménages à faibles revenus. Irréaliste Les avis deviennent plus tranchés quand on aborde le sujet de l'interdiction des véhicules thermiques sur certains marchés, dans un délai de 10 à 15 ans. La principale critique est liée à l'injustice individuelle, avec 78% des répondants s'in-

quiétant de l'impact social sur les ménages à plus faible revenu, qui ne pourraient revendre leur véhicule thermique, et donc d'autant moins investir dans un véhicule électrique. On note aussi que la majorité des sondés (70%, et même plus en Belgique, France et Espagne) estiment que l'échéance de 2035 est trop proche, et que la mesure est à la fois irréaliste (61%) et inefficace contre la pollution (57%). D'ailleurs, si 72% des Français pensent que le progrès technologique fera naître une voiture plus vertueuse, seuls 41%

d'entre eux estiment que cette « voiture miracle » est la voiture électrique.

32% des répondants souhaitent acheter un véhicule électrique

Toutefois, 32% des personnes interrogées envisagent d'acheter un véhicule électrique (moins de 20% en France et en Belgique), tout en soulignant les préoccupations sur le prix élevé (48%), la recharge (36%) et l'autonomie limitée (31%). La transition électrique est certes en marche, mais à petits pas.

CALL OF DUTY FÊTE SES 20 ANS

Retour sur une success-story bien huilée

Cette année, la saga vidéoludique Call of Duty souffle sa vingtième bougie. Adulée par les uns, décriée par les autres, la licence d'Activision revient, comme chaque année, avec la sortie d'un nouvel opus : Call of Duty: Modern Warfare 3.

Désormais ultra-populaire auprès du grand public, Call of Duty demeure aujourd'hui parmi les licences de jeu vidéo les plus lucratives aux côtés de FIFA (fraîchement rebaptisée EA Sports FC), Grand Theft Auto, ou encore Assassin's Creed. Mais pour se forger une telle place, la poule aux œufs d'or d'Activision a dû traverser bien des champs de bataille.

Au début des années 2000, le paysage des jeux de tir est essentiellement dominé par Medal of Honor. Cette licence, éditée par Electronic Arts, a fait ses premiers pas sur PlayStation, devenant rapidement la référence du genre. Bien déterminé à prendre ce qu'il estime lui revenir de droit, Activision choisit d'envoyer l'un de ses meilleurs soldats sur le champ de bataille : Infinity Ward. Sa mission ? Développer un jeu de tir capable de concurrencer Medal of Honor et qui permettra au studio californien de faire ses premières armes.

Le 29 octobre 2003 aux États-Unis, et le 7 novembre en France, naîtra ainsi Call of Duty sur PC et Mac. Dès ses débuts, ce premier épisode démontre l'étendue des talents d'Infinity Ward, dont les équipes étaient majoritairement constituées d'anciens membres de la société 2015, notamment connue pour avoir été en charge du développement de Medal of Honor : Débarquement allié.

Se déroulant pendant la Seconde Guerre mondiale, Call of Duty, premier du nom, plonge les joueurs dans la peau de trois protagonistes. À leurs côtés, ils devront alors parcourir près d'une trentaine de missions solo brillamment mises en scène, le tout étant accompagné par un gameplay soigné, des graphismes et environnements travaillés, ou encore des modes multijoueurs diversifiés.

Les ingrédients d'une recette à succès

Il n'en aura pas fallu beaucoup plus à Call of Duty pour venir à bout de son principal adversaire : Medal of Honor. L'épisode accueillera de multiples suites les années suivantes, à commencer par Call of Duty 2 en octobre 2005 et Call of Duty 3 : En marche vers Paris (développé cette fois par le studio Treyarch) en novembre 2006.

À la sortie du deuxième opus sur Xbox 360, Activision accompagne le lancement de la nouvelle machine de Microsoft. À cette époque, plus de 70 % des nouveaux possesseurs de Xbox en profitaient également pour acheter le jeu. La licence fait incontestablement vendre des consoles, et elle deviendra l'un des porte-étendards du jeu en ligne avec la sortie de Call of Duty 4 : Modern Warfare, en novembre 2007.



Année après année, si Activision continue pourtant de proposer des campagnes solo à ses productions, la licence Call of Duty se forge une nouvelle identité autour de ses modes multijoueurs exaltants. En novembre 2009, lors de la sortie de Modern Warfare 2, la saga entre dans une nouvelle dimension et devient alors un véritable phénomène. Le titre se vend comme des petits pains et s'impose comme le nouveau rendez-vous quotidien des joueurs du monde entier. Les meilleures heures du Xbox Live ? Sans l'ombre d'un doute. La campagne solo de Modern Warfare 2 parviendra malgré tout à marquer quelques esprits, notamment avec la fameuse scène de l'aéroport.

Call of Duty, déclencheur de passions et de vocations

De 2010 à 2011, la franchise poursuit son ascension avec la commercialisation de Call of Duty: Black Ops et Call of Duty: Modern Warfare 3. Les deux épisodes ont chacun dépassé le cap des 30 millions d'unités vendues dans le monde, faisant d'eux les plus populaires de la série.

Un autre ingrédient, et pas des moindres, vient s'ajouter à la recette du succès établi par Activision : l'annualisation de Call of Duty. Chaque année, les joueurs peuvent compter sur la venue d'un nouvel opus pour accompagner leur fin d'année, et ce, parfois pendant plusieurs années.

De plus, la franchise peut compter sur les nombreux créateurs de contenu qu'elle a vu naître au sein de sa vaste communauté de joueurs pour communiquer leur passion et partager leurs exploits en ligne (y compris grâce à la scène e-sport).

Perte de vitesse, mais toujours aussi populaire ?

Depuis maintenant plusieurs années, la licence Call of Duty peine incontestablement à se renouveler. Si les différents studios (Infinity Ward, Treyarch, SledgehammerGames) parviennent conjointement à maintenir le rythme d'une sortie par an, force est d'avouer que ce qui fut autrefois l'une des recettes du succès est aujourd'hui facteur de lassitude.

Cette lassitude peut d'ailleurs se lire dans les chiffres de ventes des derniers épisodes, qui,

malgré de bonnes performances, ont rencontré de sérieux ralentissements lors de ces dernières années (exception faite du reboot de Modern Warfare en 2019). En l'espace de vingt ans, la franchise est cependant parvenue à dégager plus de 30 milliards de dollars de chiffre d'affaires pour Activision-Blizzard, qui vient d'être racheté par Microsoft.

Pour celles et ceux qui redouteraient la disparition de la licence sur les plateformes de Sony (en raison de la récente acquisition d'Activision par Microsoft), rappelons que le constructeur japonais et la firme de Redmond ont trouvé un terrain d'entente pour proposer les jeux Call of Duty pendant au moins dix ans sur PlayStation.

La saga est par ailleurs parvenue à marquer son territoire sur smartphones avec la sortie de Call of Duty : Mobile et à séduire un nouveau public avec l'arrivée de son mode de jeu Warzone en free-to-play sur PC, consoles et appareils mobiles. Espérons à présent que la licence profitera de cette nouvelle décennie pour se renouveler et continuer à faire vibrer des millions de joueurs à travers le globe.

BLACK FRIDAY

Fuyez ce site aux promos délirantes

Véritable sensation du moment dans le secteur du e-commerce mondial, le site Temu pratique une politique de prix très agressive et fait désormais partie des plateformes de vente en ligne les plus visitées en France. Elle présente, hélas, bien des raisons d'être décriée.

Comme les désormais bien connues Shein et AliExpress, la plateforme de e-commerce Temu fait un carton dans l'hexagone, et plus largement encore en Europe et aux États-Unis. Mais derrière les prix imbattables et le sentiment que l'on peut y retrouver tout et n'importe quoi, se cachent de nombreuses raisons qui, entre pratiques et modèle douteux, placent l'application dans l'œil du cyclone. Alors que le Black Friday et les fêtes de fin d'année se profilent, voici quelques détails à connaître sur Temu. Que vous le vouliez ou non, vous n'avez pas pu passer à côté de la folie Temu et de ses promotions délirantes ces derniers mois. En un an, le site a attiré 900 millions d'utilisateurs et généré 61 milliards de commandes (vous avez bien lu), excusez du peu.

Le succès est tel que la plateforme est devenue, au troi-

sième trimestre, la 11ème plus convoitée de France sur la vente en ligne, avec 13 millions de visiteurs uniques chaque mois, selon Médiamétrie. Le hasard a voulu que Temu soit d'ailleurs entourée des deux autres applications chinoises, Shein (10ème, 13,8 millions de visiteurs uniques/mois) et AliExpress (12ème, 12,9 millions). Temu cache une réalité décevante. Les études d'autorités de protection des consommateurs se succèdent pour dénoncer la piètre qualité des vêtements, produits électroniques ou cosmétiques et autres décorations et jouets vendus à des prix dérisoires, parfois pour quelques dizaines de centimes.

Les raisons de fuir Temu ne manquent pas

Que ce soit l'Association suisse des jouets (ASJ) ou le très sérieux site belge TestAchats, tous s'accordent à dire que la quasi-totalité des produits reçus auraient dû purement et simplement être interdits à l'importation, en ce qu'ils ne respectent pas les normes en vigueur. Et 60 millions de consommateurs vient de lancer un appel à témoins sur la question. Sans oublier que la Répression des

fraudes (DGCCRF) a déjà le site dans son viseur, suite aux signalements effectués depuis l'excellente appli Signal Conso. Vous ne serez pas étonnés, mais Temu est très gourmand. Le site adore vos données personnelles et s'en nourrit. Il faut bien compenser la vente à perte (chaque commande passée lui coûte plus qu'elle ne lui rapporte), et les informations des clients sont parfaites pour cela. Temu revend sa base de données à tout-va, pour rentabiliser son activité.

Ce qui nous emmène à évoquer la relation que les consommateurs peuvent avoir avec Temu. Elle est tout bonnement désastreuse. En commençant par les délais de livraisons à rallonge, justifiés par l'absence d'entrepôt en Europe, et un bilan carbone qui doit être effroyable. Le manque de transparence sur les produits et leur origine mais aussi les frais cachés et, dans une autre mesure, les conditions de travail des ouvriers (déjà pointés du doigt par les autorités américaines), sont autant de raisons qui, si chaque défaut peut être corrigé avec le temps, vous feront fuir la nouvelle coqueluche du e-commerce planétaire, pour le moment.

Mots fléchés

Fin de brouille	Intuition	Ancêtre du sonar	Département	Liane	Fond d'étang	Organes génitaux
Creux	Manière de plaire		Composition musicale	Anonyme	Pièce de charue	
					Lentille	
Solution		Offertes				Relative à la circulation
Futures abeilles		Baudets				
				Finasser	Arrêt	
					Éclos	
Dialecte du sud	Joués au théâtre					Devant les sciences
						Bonne cuite
	Sélénium		Éliminé		Conflit	Bismuth en cornue
	Régiment d'infanterie		Chipoter			Férule
Colorées						
Muse de la poésie					Creusé	
		Manque de sérieux		Vivre pleinement		
				Belle saison		
83 en France	Patauger				Habillée	
	Passereaux				Sinistre	
		Partie de phrase			Possessif	Avec les coutumes
		Joli mois				
Rouge au jardin				Petit blanc léger		Poulie à gorge
Augmenté				Calmer		Rebut
				Aigre		Souveraine
Curé de St Sulpice				Charcuterie		Île des rétais
Sans motif				Cuivre		Marque de surprise
		Cobalt pour le chimiste	Tête familière			
			Amérindiens			Colorant rouge
Habile	Travailler un métal				Obstacle naturel	
	Appendice				Sable calcaire	
				Éparpillé		Lac du Soudan
				Victoire d'Empire		Fleuve d'Europe
Pièce de charpente		Poil de sanglier			Foyers	
Entre 3 et 4		Vieille colère			Unité de mesure	
	Sous l'eau					Dieu solaire
						Héros de Spielberg
Individu	Filtre			Philosophe grec		
			Protubérante			

La population mondiale dépassera les 8 milliards d'habitants en 2023

Le Bureau américain du recensement a révélé que la population mondiale a dépassé les 8 milliards de personnes, avec une augmentation de l'espérance de vie qui compense la baisse du nombre de naissances, indiquant un ralentissement de la croissance démographique mondiale à long terme. Le Bureau du recensement a rapporté dans son dernier rapport que la population mondiale a dépassé ce chiffre le 26 septembre, tandis que les données précédentes des Nations Unies indiquaient qu'elle avait dépassé ce niveau le 22 novembre 2022. Le rapport explique que le taux de croissance démographique a culminé il y a plusieurs décennies dans les années 1960, puis a commencé à décliner depuis lors et devrait continuer à baisser.

Les Enjeux

Quotidien national de l'économie

Eco

Lundi 13 novembre 2023 <http://www.lesenjeuxeco.dz>



UNIVERSITÉ DE SAÏDA

Réception de plus de 2.600 places pédagogiques, fin décembre prochain

L'université Dr Moulay Tahar de Saïda sera renforcée par la réception de plus de 2.600 nouvelles places pédagogiques, a-t-on appris dimanche des services de la wilaya. Le wali de Saïda, Mermouri Amoumen, a souligné, lors de l'inspection la semaine dernière des chantiers de réalisation de ces structures, que les autorités locales accordent une grande importance à la réalisation des structures d'enseignement supérieur de l'université de Saïda, afin d'améliorer les capacités d'accueil des étudiants. Le nombre de places pédagogiques en cours de réalisation a atteint 2.610 places, dont 2.000 places au niveau de la commune de Aïn Lahdjar où le taux d'avancement des travaux a atteint 99 %, outre 610 au chef-lieu de wilaya, avec un taux d'avancement des travaux de 95 %, a-t-on indiqué. La valeur globale de ces structures pédagogiques a atteint 1,277 milliard DA, dans le cadre du programme sectoriel, dont les travaux sont réalisés par la Direction des équipements publics, alors que leur équipement est à la charge de l'université, a ajouté la même source.

DIPLOMATIE

Agrément à la nomination du nouvel ambassadeur d'Algérie aux Philippines

Le gouvernement philippin a donné son agrément à la nomination de M. Abdelhafid Bou-nour, en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République algérienne démocratique et populaire auprès de la République des Philippines, avec résidence à Kuala Lumpur, indique dimanche un communiqué du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger.

INDUSTRIE MILITAIRE

Saïd Chanegriha rencontre des responsables de sociétés chinoises spécialisées

Le Général d'Armée Saïd Chanegriha, Chef d'Etat-Major de l'Armée nationale populaire (ANP), a rencontré, dimanche, lors de la première journée de sa visite en Chine, des responsables de sociétés spécialisées dans les industries militaires et l'électronique de défense, indique le ministère de la Défense nationale dans un communiqué. «Durant la première journée de sa visite en République populaire de Chine, Monsieur le Général d'Armée Saïd Chanegriha,

Chef d'Etat-Major de l'ANP, a tenu, aujourd'hui 12 novembre 2023, une réunion de travail élargie avec les responsables de la Société chinoise Poly Technologies INC, spécialisée dans les industries militaires, où il a suivi un exposé détaillé sur les derniers produits de ladite société», précise la même source, ajoutant qu'il a eu également «droit à d'amples éclaircissements sur le développement atteint par la Chine dans ce domaine».

Le Chef d'Etat-Major de l'ANP et la délégation qui l'accompagne «ont tenu une autre rencontre avec les responsables de la société chinoise CETC, spécialisée dans l'électronique de défense, où il a suivi un exposé sur le fonctionnement de cette société et son expertise dans le domaine de la défense et de maintenance, ainsi que sur les moyens de coordination et de coopération afin de renforcer la coopération stratégique entre l'Algérie et la Chine», ajoute le communiqué.

À L'ISSUE DE LA JOURNÉE DES CÉLIBATAIRES EN CHINE

Les géants du commerce électronique annoncent une croissance des ventes

Alibaba Group a indiqué que ses plateformes de commerce électronique chinoises Tmall et Taobao ont enregistré une croissance "positive" en glissement annuel au cours de la période de vente de la Journée des célibataires de cette année, qui s'est achevée samedi à minuit. Son concurrent JD.com a quant à lui déclaré que son GMV (gross merchandising volume) avait atteint un "niveau record" au cours de la période de vente.

A l'origine, il s'agissait d'un événement d'achat en ligne de 24 heures organisé le 11 novembre de chaque année en Chine. Le festival de la "Journée des célibataires" - un clin d'œil aux chiffres de la date - s'est étendu à des semaines de promotions sur les principales plateformes de commerce électronique du pays et dans les magasins de détail. Cette année, c'est la deuxième fois qu'Alibaba ne divulgue pas la valeur réelle en yuans de ses ventes pour ce

festival historique, qui a fêté cette année son quinzième anniversaire. L'année dernière, où les ventes ont été affectées par les restrictions continues du COVID dans toute la Chine, a été la première. Le festival est suivi de près en tant qu'indicateur de la confiance des consommateurs, et les attentes concernant la croissance des ventes cette année ont été modérées, car l'économie a flirté avec la déflation tout en se redressant de manière instable.

POINT-MARCHÉS

Les bourses du Golfe sont mitigées

Les marchés boursiers du Golfe ont enregistré des résultats mitigés dimanche, la hausse des prix du pétrole étant compensée par les inquiétudes concernant la baisse de la demande de la Chine, premier importateur mondial de pétrole brut. Les prix du pétrole - un des principaux moteurs des marchés financiers du Golfe - ont augmenté d'environ 2 % vendredi, l'Irak ayant exprimé son soutien aux réductions de pé-

trole de l'OPEP+ avant une réunion du groupe le 26 novembre. Le prix du Brent s'est établi à 81,43 dollars le baril. [O/R] L'indice qatari a mis fin à une série de trois séances de baisse dimanche avec un gain de 0,3%. Masraf Al Rayan et Qatar Fuel ont chacun augmenté de 1,4%. L'indice de référence de l'Arabie Saoudite a prolongé ses pertes pour une quatrième séance consécutive, se repliant de 0,1%, avec Fawaz Abdulaziz Alhokair Co chutant

de 9,9% dans sa plus forte baisse en plus de 13 mois. Le détaillant a déclaré une perte nette de 202,9 millions de riyals (54,1 millions de dollars) au troisième trimestre, contre un bénéfice net de 21,1 millions de riyals un an plus tôt. Saudi Telecom a chuté de 1,3% et Maharah for Human Resources a baissé de 8,6%. Les données chinoises de jeudi ont montré que les décideurs politiques luttent pour contrôler la désinflation, jetant le doute

sur les chances d'une reprise économique à grande échelle dans le plus grand consommateur de matières premières du monde. En dehors du Golfe, l'indice des valeurs vedettes égyptiennes a chuté de 1,7 %, Commercial International Bank ayant perdu 2,5 % et Misr Fertilizer 4,6 %. Cependant, Credit Agricole Egypt a gagné 3,7%, le prêteur ayant annoncé un bond de 121% de son bénéfice net consolidé au troisième trimestre.

LA PLUS PUISSANTE FUSÉE DU MONDE

SpaceX se prépare au second décollage de «Starship»

Ce projet est suivi de très près par la Nasa, qui compte sur cet immense vaisseau pour ses missions Artémis de retour sur la Lune. Le deuxième essai finira-t-il aussi dans une gigantesque explosion ? SpaceX se prépare à faire re-décoller la semaine prochaine la plus grande et plus puissante fusée du monde, Starship, si l'au-

torisation du régulateur aérien américain est délivrée d'ici là. Le développement de Starship est suivi de très près par la Nasa, qui compte sur ce vaisseau pour ses missions Artémis de retour sur la Lune. Une version modifiée de l'engin doit en effet servir d'alunisseur pour déposer les astronautes sur la surface lunaire.

«Starship se prépare à décoller dès le 17 novembre, sous réserve d'approbation réglementaire», a déclaré SpaceX sur les réseaux sociaux vendredi soir. Le 20 avril dernier, Starship avait décollé pour la première fois dans sa configuration complète depuis le Texas. Mais plusieurs moteurs n'avaient pas fonctionné, et les équipes de SpaceX avaient

volontairement fait exploser la fusée au bout de quelques minutes. Le régulateur aérien (FAA) avait ouvert une enquête de sécurité, qui s'est conclue fin octobre. Mais il n'a pas terminé son enquête environnementale, menée en collaboration avec les services fédéraux de protection de la nature (Fish and Wildlife Service).